

COMPTES RENDUS

Avilés (William) – *The Drug War in Latin America. Hegemony and Global Capitalism*. – New York, Routledge, 2017 (Routledge Studies in US Foreign Policy). 184 p. Bibliogr.

Cet ouvrage est un effort original pour comprendre pourquoi la politique de prohibition des drogues continue à perdurer en Amérique latine en dépit de ce qui constituerait la preuve irréfutable de son échec : la prévalence et – surtout – l'augmentation du marché des substances illicites après plus de cinquante ans de guerre contre la drogue. Pour ce faire, William Avilés écarte les théories réalistes et constructivistes des relations internationales, qui voient, pour les premières, le développement de la politique de prohibition des drogues plutôt comme le produit d'une pression externe exercée par les États-Unis, alors que les secondes expliquent la continuité par une vision partagée des drogues (et de leur trafic) comme une menace interne dans chaque pays. Afin de considérer à la fois les facteurs nationaux et internationaux, l'auteur affirme que la guerre contre la drogue est un prétexte qui sert les « intérêts des corporations transnationales et la globalisation capitaliste ». Inscrit dans une vision marxiste, l'auteur défend l'idée que la militarisation de la lutte contre les drogues procède d'une élite transnationale à cheval entre la sphère économique et la sphère politique. Pour lui, cette élite ne cherche à assurer qu'une « démocratie de basse intensité » (*low-intensity democracy*) donnant une stabilité nécessaire à l'ouverture des marchés et à l'insertion économique internationale (chap. 1). Pour appuyer sa thèse, W. Avilés se propose d'expliquer comment cette élite capitaliste fonde, à des moments très précis, des réseaux transnationaux de politiques publiques, formés par des acteurs étasuniens et latino-américains qui partagent un intérêt dans la militarisation de la lutte contre les drogues. Après avoir expliqué comment, historiquement, les acteurs du monde pharmaceutique participaient à la conception de la politique de contrôle des drogues, la façonnant de manière à protéger les intérêts de l'industrie, l'auteur montre qu'à partir du

triomphe de Ronald Reagan et de sa politique néolibérale, les entreprises multinationales façonnent l'idée de la guerre contre la drogue en finançant des universités et des think tanks. Les acteurs issus de ces réseaux conçoivent des politiques publiques visant à contrôler la drogue quand ils se retrouvent dans des postes de pouvoir (chap. 2).

Les deux chapitres centraux du livre cherchent à montrer comment cette élite agit dans quatre pays latino-américains. Dans le chapitre 3, W. Avilés affirme que le *Plan Colombia* répond à un intérêt de stabilisation politique de la Colombie pour permettre l'implantation d'entreprises internationales, alors que la *Iniciativa Mérida* au Mexique répond à la volonté de protéger l'accord de libre-échange nord-américain. Les plus grands programmes de lutte contre le narcotrafic ne seraient, aux yeux du chercheur, que la façade d'une volonté des gouvernements (et des élites nationales) de stabiliser les pays pour les intégrer dans l'économie globale. Dans le chapitre 4, en revanche, l'auteur montre que, même si les campagnes d'éradication des cultures illicites de coca, financées par les États-Unis au Pérou et en Bolivie, s'inscrivent dans le même objectif économique, le résultat diverge grâce à l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales en Bolivie. Défenseur de l'anticapitalisme, le président Morales met en place une politique en faveur de la légalisation du marché traditionnel de la feuille de coca et contre la production de cocaïne, ce qui prouve, selon Avilés, que la guerre contre la drogue prônée par les autres pays de la région n'est qu'une façade pro-capitaliste. Ainsi, le livre finit avec un chapitre 5 qui divise de manière caricaturale les acteurs en faveur d'une réforme de la politique des drogues en deux groupes : ceux qui défendent la légalisation avec des intérêts capitalistes, et ceux qui défendent la protection des droits humains et des populations vulnérables, critiques de la globalisation capitaliste.

Le problème du livre est que même si l'argument peut être théoriquement plausible, W. Avilés ne le démontre pas. Au mieux, dans sa revue des acteurs formant cette « élite transnationale », l'auteur établit une corrélation entre une présence des acteurs corporatistes dans des postes de pouvoir à des moments précis de conception de ces politiques publiques. Mais à aucun moment il n'explique les liens de causalité entre ces affiliations (*associations*) et la diffusion des idées. À défaut d'avoir entrepris un terrain auprès de ces

acteurs, W. Avilés se base sur des trajectoires personnelles, tirées le plus souvent des sites web des mêmes compagnies transnationales, qui ne disent rien sur la manière dont ces acteurs considèrent la guerre contre la drogue. Au contraire, même les acteurs qui dénoncent explicitement l'approche militaire sont critiqués dans le livre parce qu'ils promeuvent le capitalisme. L'affiliation idéologique de l'auteur nuit donc à sa rigueur scientifique. Malheureusement, cela n'est pas un fait nouveau : dans un travail passé, l'auteur a même été jusqu'à critiquer la démocratisation de la Colombie comme étant un processus répondant à la même « globalisation capitaliste »¹.

Luis Rivera Vélez -
Sciences Po, CERI

Bussi (Michel), Le Digol (Christophe), Voilliot (Christophe), dir. - *Le Tableau politique de la France de l'Ouest d'André Siegfried. 100 ans après, héritages et postérités.* - Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2016 (Géographie sociale). VIII-345 p. Bibliogr. Planches. Cartes.

Un siècle après la publication de son *Tableau politique* (1913), André Siegfried bénéficie d'une « seconde vie particulièrement riche », tant l'apport de son œuvre est central dans la discipline électorale contemporaine. L'ouvrage dirigé par Michel Bussi, Christophe Le Digol et Christophe Voilliot se présente ainsi comme un hommage, un compendium critique, et une clé de lecture de la France contemporaine à travers le prisme de la géographie électorale sigfriedienne.

L'ouvrage est structuré en deux moments forts, la première partie dressant la figure d'A. Siegfried lui-même en tant que chercheur visionnaire et père fondateur de la sociologie électorale française, la deuxième partie proposant une vue actuelle sur les quelques éléments majeurs de son œuvre un siècle plus tard. Au-delà de cette division essentielle, la structure de l'ouvrage et l'enchaînement des différents chapitres paraissent parfois un peu confus. Par exemple, les deux parties sont divisées en deux « livres » de manière totalement superflue, et l'ordre des chapitres, surtout dans la deuxième partie (et dans la troisième

livre, intitulé de manière un peu mystérieuse « Retour aux sources »), ne semble pas suivre une logique apparente : on passe ainsi d'une étude sur le canton de Talmont (chap. 10) à deux chapitres sur les configurations électorales urbaines (chap. 11 et 12), suivis par un chapitre sur le Layon (chap. 13) et enfin par un chapitre qui étudie de manière transversale, avec des touches épistémologiques et historiques, l'importance du facteur religieux dans les choix de vote (l'excellent chapitre 14 de Claude Dargent, p. 223-237). Dans ce sens, le livre souffre de la richesse des sujets, approches, méthodes, questions méthodologiques et normatives abordés – en observant de près une valise remplie au-delà de sa capacité, on s'aperçoit facilement que la fermeture Éclair censée contenir tout le précieux matériel est sur le point de lâcher. Figures simplistes à côté, le livre aurait probablement bénéficié d'une plus grande sélectivité des chapitres inclus. Parfois, dans le domaine éditorial, moins, c'est plus.

Le grand point fort de l'ouvrage est toutefois qu'il parle à de très nombreux publics. Tout premièrement, les lecteurs curieux de la vie politique française mais inexpérimentés dans l'œuvre d'A. Siegfried trouveront autant de plaisir que moi dans la (re)découverte de ce chercheur visionnaire et de son approche écologique du vote. Deuxièmement, les historiens du politique et épistémologues de la géographie électorale seront certainement séduits par les ponts dressés entre le portrait historique du chercheur et l'actualité de sa démarche scientifique – le chapitre 9 de Pascal Buléon (p. 131-147) est très dense mais fort utile dans ce sens. Troisièmement, les lecteurs intéressés par les études électorales trouveront dans cette lecture actualisée du passé de nombreuses clés pour comprendre les dynamiques françaises (et européennes) contemporaines : de la montée du Front national à la centralité des clivages économiques et sociaux dans l'explication du vote. Aussi, les passionnés de cartographie (électorale, mais pas seulement) trouveront ici de quoi passer un bon moment, que ce soit sur des enjeux extrêmement spécifiques (comme par exemple le chapitre 10 de Jean Renard sur le canton de Talmont, p. 153-171) ou plus généralement pour la France de l'Ouest et au-delà.

1. Cf. à ce sujet la critique du livre de William Avilés, *Global Capitalism, Democracy, and Civil-Military Relations in Colombia*, Albany, SUNY Press, 2006, faite par Philip Chrimes dans *International Affairs*, 83 (3), 2007, p. 613-614.

Le point faible de l'ouvrage, qui n'est nullement à imputer aux auteurs des différents chapitres, réside dans le focus géographique somme toute très restreint. Tout au long de l'ouvrage, plusieurs chapitres tentent d'« ouvrir l'horizon spatial ». Tel est par exemple le cas de l'excellent chapitre de Herman van der Wusten et Virginie Mamadouh (chap. 3, p. 43-59), qui restitue le contexte historique du développement du *Tableau* « au prisme de la littérature internationale sur l'institution électorale », ou encore du chapitre conclusif (chap. 18, p. 307-336) qui ouvre sur quelques clés explicatives relatives aux (ré)alignements électoraux en Europe. Bien qu'intéressants en soi et particulièrement bien ficelés, ces efforts traduisent cependant de manière trop explicite une volonté de justifier l'intérêt de cet ouvrage par sa prétendue portée globale – avec le résultat que sa focale géographique très localisée apparaisse de manière encore plus flagrante.

L'ouvrage contient de nombreux chapitres de toute première qualité. Nous avons beaucoup aimé le chapitre de Jacques Le Bohec sur le début du « phénomène Le Pen » (chap. 15, p. 241-267). Au fil des pages, l'auteur nous fait voyager trente ans dans le passé, en 1983, à l'époque d'une des premières campagnes électorales significatives du patriarche (déchu) du Front national ; on y découvre un exemple intéressant de dynamiques électorales tout à fait contemporaines, imprégnées de fascination pour une personnalité politique au charisme hors norme et par la participation (coupable ?) de la presse qui se fait un grand plaisir de contribuer gaiement à la « personnalisation du politique ». Les observateurs du monde politique contemporain, en Europe mais aussi ailleurs, n'auront aucun problème à penser à d'autres exemples dans ce sens. Plus près de l'œuvre siegfriedienne, l'excellent chapitre de Nathalie Dompnier (chap. 7, p. 101-118) est un parfait exemple de l'importance d'ajouter une approche historique à l'étude de phénomènes contemporains ; N. Dompnier montre de manière savante, en jonglant avec l'approche classique d'A. Siegfried dans le *Tableau* et avec les études explicatives contemporaines du vote, en quoi (et pourquoi) un élément central dans la première – la notion de « liberté du vote » – semble avoir complètement disparu des comptes rendus actuels de l'œuvre de Siegfried et de la science électorale moderne.

Avant de lire cet ouvrage collectif, nous n'étions pas des experts de l'œuvre d'André Siegfried. Nous avons donc abordé l'ouvrage avec

curiosité, et nous avons appris beaucoup grâce à un ensemble de contributions dont la qualité individuelle n'est nullement à remettre en question, bien au contraire. On dit souvent qu'un ouvrage édité doit être plus que la somme de ses parties, et peut-être qu'en ce sens cet ouvrage dirigé par M. Bussi, Ch. Le Digol et Ch. Voilliot n'est pas totalement couronné de succès. Néanmoins, nous ne pouvons que le recommander à toute personne désirant en savoir plus sur A. Siegfried et son œuvre, les racines historiques de la géographie électorale en France (et ailleurs), le développement de la pensée scientifique relative aux institutions électorales, et la France d'aujourd'hui.

Alessandro Nai -
Université d'Amsterdam

Delannoi (Gil) - *La nation contre le nationalisme*. -
Paris, PUF, 2018. 264 p.

Confrontées aux exigences de l'actualité, les productions sur la nation et le nationalisme se multiplient. La phrase avec laquelle s'ouvre cet ouvrage de Gil Delannoi, chercheur au Cevipof, est la suivante : « Assistons-nous à la fin de la nation ? » L'idée de nation est toujours plus décriée, et appelée par certains à disparaître. Pourtant, dans ce riche ouvrage, l'auteur, qui n'en est pas à son premier travail sur la question nationale, entend démontrer que l'idée de nation sous sa forme démocratique doit perdurer. Il étaye sa thèse au moyen d'une exploration minutieuse du traitement théorique et philosophique du phénomène national.

En tant que mouvement politique et social, le nationalisme ne peut être abordé avec une grille de lecture univoque et universalisable. G. Delannoi fait le choix de la clarté et de la concision, au moyen d'une démarche progressive et analytique, que peut facilement suivre le lecteur, même non spécialiste de la question. Le livre est organisé en quatre chapitres, chacun comportant une série de thèses, au nombre de vingt-quatre. Elles prennent à bras-le-corps la question de la nation et du nationalisme, structurée autour de zones de tensions paradoxales, sources d'indéterminations sémantiques.

L'auteur entreprend une anamnèse du mot nation, en revenant aux origines étymologiques du terme et aux grands textes fondateurs, comme ceux de Renan ou de Herder. Cela lui permet de réexaminer la distinction canonique, mais

toujours opérante conceptuellement, entre les deux intellections de l'idée de nation : l'une raciale et ethnique, l'autre politique et contractuelle. Si la nation comporte à la fois un versant politique et un versant culturel, c'est bien l'expansion de la nation politique qui caractérise la politique moderne. La nation est une entité moderne, surtout parce qu'elle est incompatible avec les empires, les cités et les tribus qui dominaient lors de son émergence et visaient à résister à sa diffusion.

G. Delannoi cherche à comprendre ce que sous-entend la « natiophobie », terme qu'il fonde pour parler de cette passion d'abolir les frontières qui a cours aujourd'hui, particulièrement vive en France. Si les théoriciens de la nation et du nationalisme sont toujours nombreux, c'est de plus en plus avec hostilité et condescendance qu'ils traitent le sujet. L'auteur refuse toute posture unilatérale qui établirait une antinomie ruineuse entre l'idée d'une nation intégralement néfaste ou intégralement positive. Selon lui, le potentiel Nation reste grand. Quelle serait cette forme qui surviendrait après la fin des nations que semblent appeler les « déconstructeurs » au nom du principe post-national habermassien ? Ce ne pourrait être qu'un retour à des empires, des cités, des tribus, renouvelées, modifiées, mais conformes à leur définition, puisque personne n'est en mesure de proposer un prototype alternatif viable à ce jour. Les théories qui visent à rayer la forme politique nationale de la carte n'ont rien d'enviables.

La forme nation, pour pleinement persévérer dans son être, est inséparable d'un régime démocratique. Certes, si l'extension du principe national a été fulgurante en Europe, son efficacité démocratique l'a été effectivement moins. Mais la plupart des critiques adressées à la forme nation et au nationalisme s'expliquent par l'absence de démocratie dans le pays visé et non par la présence politique de la forme nationale *per se*. La forme nation, si elle est pleinement réalisée et démocratiquement effective, permet de reléguer au second plan les identités ethnoculturelles, les divisions identitaires et religieuses.

La définition du nationalisme que propose G. Delannoi est simple. Par la négative, le nationalisme n'est en rien la nation poussée à l'extrême, puisqu'une définition en intensité n'est jamais la plus convaincante. Par la positive, le nationalisme se définit en fait à l'intersection de la politique et de la culture, c'est-à-dire que « le nationalisme est

la volonté de faire coïncider la forme culturelle et la forme politique de la nation autant que possible » (p. 122). Cette superposition peut prendre deux formes : soit une nation politique vise à son unification culturelle, soit une culture préexistante vise la création d'une entité politique qui lui soit équivalente. Réduire les guerres mondiales à un choc des nationalismes est un injuste travail de sape de l'idée de nation, et une erreur épistémique conséquente puisque cette lecture néglige la teneur avant tout idéologique de ces guerres.

Il ne s'agit pas pour G. Delannoi de nier que la forme nation puisse être belliqueuse quand elle devient extrémiste. Encore faut-il préciser le point suivant : lorsqu'elles sont démocratiques, les nations ne se font jamais la guerre, cela parce que la plupart des guerres entre États sont causées par l'absence de démocratie. On en revient à l'idée-force de l'ouvrage : la variable décisive dans le bon fonctionnement d'un pays est avant tout la présence ou non de régime démocratique. Un point central de cette analyse est l'idée selon laquelle c'est l'affaiblissement de la nation qui engendre du nationalisme. L'effacement volontaire de la nation ne supprime pas le nationalisme mais au contraire favorise bien plutôt un nationalisme défensif – l'actualité ne manque pas d'exemples durant les récentes élections, avec le succès grandissant des divers populismes au sein de l'Europe.

Une fin des frontières serait la fin de la politique comme activité essentielle. L'auteur prend le risque de se mettre les contempteurs de la forme nation à dos avec la phrase suivante : « l'absence de frontières est un luxe d'enfants gâtés, profondément antipolitique » (p. 231). Le nationalisme a ses crimes, ses réussites, ses héros positifs et négatifs. Toute la visée de l'auteur est de refuser une approche manichéenne sur la question, préférant la tempérance et l'impartialité, afin de souligner que c'est avant tout l'absence de démocratie qui explique bien plus l'oppression que la seule présence de la forme nation.

En somme, G. Delannoi livre une réflexion prospective, claire, enrichie par ses anciens travaux sur le sujet, sur la question nationale et la démocratie. C'est un ouvrage de bonne facture qui traduit la volonté toujours renouvelée de cet auteur de faire partager aux lecteurs les enjeux de ces sujets qui le passionnent depuis des dizaines d'années.

Justine Brisson –
Sciences Po Paris

Déloye (Yves), Mayer (Nonna), dir. – *Analyses électorales*. – Bruxelles, Bruylant, 2017 (Traité de science politique). 1 026 p. Cartes. Graphiques. Tableaux.

L'ouvrage dirigé par Yves Déloye et Nonna Mayer comble un vide évident dans la littérature en études électorales puisqu'aucun travail de cette ampleur et de cette qualité n'était auparavant disponible pour les chercheurs francophones. Il s'agit en effet d'une contribution importante qui couvre la plupart des thèmes essentiels du champ. Plusieurs des figures incontournables des études électorales françaises sont mises à contribution pour offrir un panorama exhaustif des œuvres pertinentes, autant françaises que comparées.

Ce traité est divisé en cinq parties. La première s'intéresse à trois enjeux méthodologiques centraux en études électorales. Bien que tous les chapitres soient bien construits et très pédagogiques, celui touchant les transformations des enquêtes électorales à travers le temps est particulièrement intéressant. C'est le genre de chapitre qui trouvera rapidement son public. La deuxième partie se concentre sur les anciens et les nouveaux clivages électoraux. Toutes les dimensions essentielles de ces phénomènes sont abordées avec précision et érudition. On notera également un bel équilibre entre une littérature plus classique et les écrits récents. La troisième partie aborde la rationalité du vote avec un regard parfois enthousiaste, parfois critique. Cela correspond à merveille à l'état du champ et à ses tiraillements paradigmatiques. Encore une fois, les différents auteurs couvrent beaucoup de terrain. Le premier chapitre de cette partie présente de manière très efficace les éléments théoriques essentiels du choix rationnel. C'est une illustration étincelante qui démontre qu'il est possible d'aborder de manière rigoureuse cette littérature technique sans être hermétique. Le chapitre sur les enjeux sort également du lot. La quatrième partie traite de l'approche institutionnelle, notamment des effets du mode de scrutin, des systèmes électoraux et partisans. On sent à plusieurs reprises que les auteurs se marchent quelque peu sur les pieds puisqu'il est effectivement difficile de parler d'un aspect de la vie politique institutionnelle sans aborder les autres. Il aurait peut-être été plus judicieux d'aborder les règles électorales tout d'un bloc dans un chapitre et ses conséquences dans un autre. Finalement, la dernière partie regroupe trois chapitres assez

divers. On notera la bonne idée d'aborder de front la communication politique, sujet que d'autres ouvrages ont trop souvent noyé dans une littérature plus institutionnelle alors que son écosystème bibliographique a tendance à se distancer des travaux sur le vote depuis une dizaine d'années.

L'ouvrage compte également quelques limites. La première critique est quelque peu injuste mais il semble pertinent de l'émettre. Malgré des efforts importants de certains des auteurs pour se positionner dans une perspective comparée, il demeure que les cas empiriques mobilisés sont très largement tirés soit des États-Unis, soit de la France. Certains chapitres évitent à merveille ce piège – pensons notamment aux chapitres sur la sociologie historique du vote ou encore sur le modèle du choix rationnel –, d'autres ont tendance à mobiliser des modèles théoriques classiques issus des deux pôles et à s'y camper lors des illustrations pratiques. On sent certes une timide ouverture vers les cas anglais, canadien ou suisse, mais pas assez pour réellement se retrouver dans une démarche comparatiste assumée. Cela pourrait limiter le rayonnement de l'ouvrage au sein de la communauté de chercheurs francophones hors de France ou du moins auprès de ceux s'intéressant à la question électorale dans une perspective comparée.

On se doit également de noter quelques redondances entre les chapitres. Par exemple, les travaux d'André Siegfried sur la géographie électorale et de Maurice Duverger sur les effets des modes de scrutin sont présentés à plusieurs reprises. À d'autres moments, ce sont les questions des clivages et du vote stratégique qui réapparaissent. Si on considère le nombre de pages déjà considérable de cet ouvrage, ces redondances auraient pu être supprimées.

La troisième critique porte sur le choix des thèmes abordés. Bien que les dix-neuf chapitres touchent à presque toutes les questions clés du champ, certaines ont été oubliées. Je pense notamment à la littérature en pleine expansion sur la vie électorale en régime semi-autoritaire ou encore aux recherches controversées sur les rôles de l'inné et de l'acquis en politique. De plus, on ne fait pas assez de place à la démarche expérimentale malgré son omniprésence dans les revues internationales liées au champ étudié.

Cela étant dit, les objectifs des politologues en charge de cet ouvrage sont atteints. Le contenu des dix-neuf chapitres saura répondre aux besoins

d'enseignement des uns, surtout pour des cours de fin de premier cycle universitaire ou de master, mais aussi aux besoins de recherche des autres qui désirent avoir à portée de main un ouvrage de référence parvenant à bien présenter l'état des connaissances et des débats en études électorales aujourd'hui. La mission est donc accomplie.

Marc-André Bodet -
Université Laval

Dieckhoff (Alain), Portier (Philippe), dir. - *Religion et politique*. - Paris, Presses de Sciences Po, 2017.
368 p. Cartes. Illustrations. Figures.

Le titre de ce livre renvoie à un domaine novateur de recherche croisant deux objets traités jusque-là trop souvent de façon séparée : la religion, privilégiée par la sociologie et l'histoire religieuses, et la politique, privilégiée par la science politique et les relations internationales. *Religion et politique* réunit les deux domaines de recherche dans un cadre interdisciplinaire et explore les divers liens entre les deux sphères : la politique de la religion, la religion de l'État et l'évolution de la religion face aux pressions sociales. Résultat d'une collaboration menée par Alain Dieckhoff (CERI - CNRS, Sciences Po) et Philippe Portier (GSRL - CNRS, EPHE), la série de trente articles qui compose le livre met en perspective les courants contemporains, les débats et les problématiques sur la religion et la politique mondiale. Contrairement aux ouvrages académiques, les auteurs se sont efforcés de rédiger des introductions brèves aux différents sujets traités en s'adressant prioritairement à une large audience. Chacun des articles inclut des cartes avec des chiffres ou des images et fournissent des références afin de permettre au lecteur curieux d'en savoir plus.

Utile pour les spécialistes et les non-spécialistes, l'organisation de l'ouvrage suscite des questionnements sur la nécessité des études comparatives dans ce domaine. Une grande diversité de régions et de religions est analysée, et l'inclusion de sujets comme le nationalisme religieux et la classification de la violence religieuse invite le lecteur à dessiner des similitudes et des différences parmi les régions et les religions présentées. La religion elle-même prend des formes variées : les religions monothéistes organisées avec des doctrines théologiques, des spiritualismes nationalistes comme le *doukhovnost* russe, et

même l'athéisme (Denis Pelletier, Kathy Rousset, Blandine Chelini-Pont). La comparaison entre ces « religions », rendue possible par la perspective globale de l'ouvrage, conduit à des conclusions sur la nécessité de revisiter certains des cadres théoriques fondamentaux des sciences sociales.

Les auteurs rendent explicites les relations entre religion et politique et suggèrent de les reconsidérer dans le contexte de la globalisation : dans ce cadre, ces relations gagnent en importance, notamment du point de vue des institutions sociales et politiques. La « *secularisation thesis* », l'idée selon laquelle la modernité entraînerait une baisse tendancielle de la pratique religieuse - qui est au cœur de la sociologie religieuse classique - n'est plus pertinente dans la plupart des sociétés contemporaines du fait de l'importance accrue de la rhétorique, de la politique et du pouvoir exprimés en termes religieux. Organisé autour de six thèmes, le livre nuance toutefois cette thèse à travers une présentation de la complexité et de l'ambiguïté des interactions contemporaines entre religion et politique.

Comme le démontrent les articles consacrés au thème de « l'inégale globalisation du religieux » et au phénomène de remobilisation contemporaine du religieux, la religion, analysée comme phénomène global, n'a pas d'effet uniforme. En raison de la croissance de l'évangélisme en Amérique latine, un nouveau marché a été créé où les religions traditionnelles et nouvelles rivalisent pour influencer le politique (Sébastien Fath, Marcelo Ayres Camurça). En Asie du Sud-Est, la tolérance religieuse est l'objectif des nouvelles politiques de sécurité régionale, mais au niveau national, par exemple en Inde et en Birmanie, elle est en opposition avec les mouvements nationalistes (Pascal Bourdeaux, Jean-Luc Racine, Renaud Egreteau). En Europe, un nombre croissant de partis politiques en affinité avec les institutions religieuses invitent à réfléchir à nouveau frais sur la notion contemporaine de la laïcité occidentale (Philippe Portier).

Les articles consacrés au « nationalisme religieux », au « religieux dans les affaires internationales », et à la thématique des liens entre « les États et la religion » proposent d'analyser les effets dynamiques de la religion sur les projets de « *state-building* » et l'évolution constante des relations entre les religions et les États souverains. Depuis une dizaine d'années, en Turquie, comme en Israël, en Inde ou en Arabie saoudite, la religion est

clairement devenue un outil de mobilisations nationalistes (ce que démontrent bien les articles rédigés respectivement par Bayram Balci, Alain Dieckhoff, Christophe Jaffrelot et Stéphane Lacroix). Au niveau de la politique internationale, les actions du Saint-Siège et leur manifestation en termes de « *soft power* » (François Mabilie) ou le fait de considérer l'ONU comme site d'activisme pour certaines religions (Jean-Paul Willaime) illustrent comment les organisations religieuses ont adopté des approches stratégiques afin de poursuivre leurs agendas. La pluralité des résultats et des processus expliqués dans ces articles rappelle que les ambitions politiques ont provoqué et guidé une variété de manifestations publiques à tonalité religieuse. En fait, les institutions nationales ont souvent placé la religion au centre de leurs stratégies pour augmenter leur pouvoir au niveau national et international. Ainsi, les liens entre la « religion » et la « politique » sont bidirectionnels, chaque objet influençant l'autre et réciproquement.

Cet ouvrage collectif confirme donc l'importance de l'axe religion-politique à trois niveaux : à l'échelle locale, à l'échelle régionale et au niveau international – et cela pour toutes les religions analysées. La complexité du sujet conduit surtout à une réflexion méthodologique, voire épistémologique, bienvenue. Possédons-nous un cadre théorique spécifique pour expliquer les effets des religions au 21^e siècle ? Comment peut-on développer un nouveau lexique afin de décrire les similarités et observer en même temps les différences importantes observées empiriquement ? Quelles collaborations disciplinaires sont-elles nécessaires pour expliquer la résurgence contemporaine de la religion dans l'espace politique ? L'approche interdisciplinaire et comparative de cet ouvrage permet d'apporter une première série de réponses à ces questions cruciales.

Andrew Aguilar –
Sciences Po, CERI

Dumoulin (Laurence), Licoppe (Christian)
– *Les audiences à distance. Genèse
et institutionnalisation d'une innovation
dans la justice.* – Issy-les-Moulineaux, LGDJ, 2017
(Droit et Société. Série Sociologie). 202 p.

« **L**a visioconférence ne laisse pas l'audience intacte. » Dès l'introduction de leur intéressant ouvrage (p. 13), Laurence Dumoulin et Christian Licoppe avancent à découvert et plantent le décor d'une

problématique qu'ils connaissent bien. Leur livre, abondamment documenté, est en effet le fruit d'une impressionnante recherche menée depuis plus de dix ans, édifiée sur une solide base théorique et empirique comprenant analyse d'archives et de documents, entretiens, observations et filmage d'audiences. Technologie d'information et de communication aujourd'hui utilisée comme mode de comparution dans le cadre des audiences judiciaires, la visioconférence s'invite depuis quelques dizaines d'années à divers stades du processus pénal, et cela sans que cet usage soit manifestement remis en cause par les professionnels de la justice. Qualifiée par les auteurs « d'innovation discrète », l'arrivée de la visioconférence dans les cours et les tribunaux français ne s'est pas faite à grand bruit, mais a pourtant connu son lot de controverses ou d'« épreuves » sur lesquelles, précisément, l'ouvrage entend nous informer. Son projet est en effet de se pencher tout particulièrement sur la genèse de l'introduction de la visioconférence dans les activités juridictionnelles, c'est-à-dire sur la manière dont elle a été pensée, discutée, envisagée légalement ou réglementairement et ancrée dans la pratique. Pour ce faire, les auteurs mobilisent un cadre théorique empruntant à la sociologie de l'action publique, à l'histoire, aux *sciences and technology studies* et à la sociologie du droit, cadre qui les conduit à concevoir les audiences à distance non seulement comme l'aboutissement d'un processus d'action publique historique et historicisé, mais aussi comme le résultat d'un processus d'innovation (p. 21).

Cette approche processuelle se reflète d'ailleurs dans la structure de l'ouvrage, conçue comme « une valse à trois temps » (p. 38) où chacune des situations étudiées correspond à une phase de mise en œuvre de la visioconférence dans la justice française. Ainsi, la première partie revient sur les premiers projets d'audience par transmission vidéo, à la fin des années 1990, entre l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon et Paris, en réponse à une étrange situation de blocage institutionnel nécessitant une solution « d'exception ». La deuxième partie du livre propose quant à elle de s'intéresser à la phase dite « d'expérimentation locale » durant laquelle, à partir de 2004, la visioconférence fut utilisée devant la cour d'assises de Saint-Denis de La Réunion, pour s'étendre ensuite à d'autres juridictions en France métropolitaine. Enfin, la troisième partie s'attache à étudier l'étape de généralisation et de déploiement du dispositif, caractérisée par des initiatives publiques de persuasion et de promotion émanant des autorités centrales, ministérielles et interministérielles.

Pour chacune des trois phases, les auteurs vont étudier la dynamique de mobilisation qui accompagne cette innovation particulière, ses justifications et la construction normative qu'elle suscite ou bouscule. L'on verra ainsi combien cette dynamique est tributaire des modes d'organisation des juridictions locales et comment elle enrôle une multiplicité d'acteurs parfois réfractaires, tout en ayant ses ambiguïtés. Tantôt appuyée par des préoccupations gestionnaires et pragmatiques, tantôt limitée par des positions de principes ou indexées à des contraintes réelles, la visioconférence s'installe avec plus ou moins de bonheur au sein des juridictions, entre doxa managériale et souci legaliste. Mais ses frontières sont mouvantes et se reconfigurent sans cesse, au gré des développements technologiques ou de l'émergence de besoins auxquels elle peut soudain répondre (les auteurs parlent ainsi fréquemment de réorientations, de reformulations, de redéfinitions). La trame de l'ouvrage s'apparente dès lors à celle d'un feuilleton nourri de « rebondissements » (p. 87), dont on sait déjà que la prochaine saison comportera son lot de surprises, la « tension » étant l'une des composantes clés de sa narration. Les lecteurs qui attendent un aperçu détaillé et imagé des effets de la visioconférence sur la tenue des audiences, sur le respect du droit de la procédure ou sur la parole et les gestes des acteurs lors des procès, s'ils ne sortiront pas déçus de ce livre, comprendront cependant qu'il traite davantage de l'évolution de cette pratique vers sa (relative) stabilisation plutôt que de son impact en situation. On les renverra volontiers vers les nombreuses publications des deux auteurs sur le sujet. Car ce qui importe ici, c'est bien de suivre le chemin que se fraie cette technologie dans l'organisation judiciaire, en même temps que l'on comprend qu'elle est l'analyseur de profondes transformations sociales et politiques. En définitive, par ce choix d'objet, cet ouvrage réussit le pari de nous éclairer sur une « politique de la comparaison » (p. 185) qui ne se comprend pas seulement à l'intérieur des frontières de la justice mais s'amarre à une sérieuse réflexion sur l'état de nos démocraties contemporaines, aux prises avec des transformations techniques, institutionnelles ou organisationnelles aussi fondamentales qu'incertaines.

Marie-Sophie Devresse –
UCL, CRID&P

Ferreira (Antonio Casimiro) – *La société d'exception. L'avènement du droit d'exception.*

Préface de Jacques Commaille. Traduction du portugais par Wanda Capeller. – Paris, LGDJ Lextenso, 2017 (Droit et société). 152 p. Bibliogr.

Antonio Casimiro Ferreira part du cas portugais pour dégager les conceptualisations permettant d'appréhender les dynamiques du droit au lendemain de la crise financière de 2008. Dans une première partie, l'ouvrage présente les politiques d'austérité adoptées au Portugal en réponse aux injonctions de la Troïka (composée de la Commission européenne, de la BCE et du FMI) à la suite des impasses budgétaires de l'État au lendemain de la crise de 2008. Le Premier ministre désigné par une coalition de droite issue des élections de 2011, Pedro Passos Coelho, appuie des mesures d'austérité plus sévères que celles déjà sérieuses initialement consenties à la Troïka en contrepartie de ses prêts. Le ministre du Travail contraint les syndicats à consentir aux réformes, dans un « Pacte pour la croissance, la compétitivité et l'emploi », en leur annonçant le pire s'ils s'y refusent. Une deuxième partie envisage les « mutations du pouvoir » que révèle ce tournant, en avançant l'hypothèse d'un « État d'exception » selon une conceptualisation évoquant Carl Schmitt, à travers l'ouvrage très stimulant de Giorgio Agamben¹, analysant pour la période actuelle une remise en cause de la souveraineté allant jusqu'à celle du droit lui-même. Cette subversion de l'État de droit se manifeste à travers la prise en charge de la législation par des technocrates, tout en étant atténuée par des décisions judiciaires attaquant l'inconstitutionnalité de la loi. Cela conduit l'auteur à pousser sa conceptualisation des dynamiques actuelles, en parlant d'un « droit liquide » propre à une « société liquide » dans les termes de Zygmunt Bauman. Sans aller jusqu'à parler d'un « coup d'État social » instituant un arbitraire patronal libéré des entraves réglementaires, pouvant renvoyer, dans l'optique schmittienne, à une forme de *Führerprinzip* national-libéral, A. C. Ferreira avance que cette activité réformatrice est orientée vers une liberté contractuelle absolue allant dans le sens d'une forme toujours plus léonine de contrat de travail. Enfin, une troisième partie revient sur le produit de cet État d'exception que constitue le droit du travail résultant des réformes. Le maître mot est ici celui de « vulnérabilité »

1. Giorgio Agamben, *Homo sacer. 1: État d'exception*, Paris, Seuil, 2003.

trouvant un prolongement conceptuel dans les analyses de Martha Fineman et Bryan Turner. On ne peut que regretter ici une analyse qui envisage la vulnérabilité à la manière de Robert Castel, sans remettre en cause le déclin du salariat et de l'emploi stable que prophétisait à tort R. Castel dans les années 1990, à la lumière des données que l'on pourrait trouver sur la population active du Portugal. Plus profondément, la lecture de cet ouvrage n'est pas sans nourrir une certaine perplexité à l'égard de la théorisation historiciste proposée, qui reconduit finalement le diagnostic d'une disparition de l'État social répété depuis les années 1990. Elle apporte, certes, de quoi réfléchir sur le grand effondrement de la social-démocratie en Europe, avec en France la quasi-dissolution du Parti socialiste dans le macronisme. Tout se passe comme si, dans ce pays, la social-démocratie consentait finalement au grand soir thatcherien que promettent les réformes actuelles. Pour autant, on ne comprend pas comment cet ouvrage peut passer à côté de l'élection d'une majorité parlementaire issue d'une coalition entre socialistes, communistes et écologistes, aboutissant à un gouvernement portugais dirigé par le leader socialiste Antonio Costa. L'action de celui-ci se caractérise par un courage politique rare dans la gauche européenne, fondé sur le refus de céder systématiquement aux recommandations de la Commission européenne. Cette action montre que l'Union européenne, à la différence du pacte de Varsovie, n'est pas un État reposant sur le monopole de la violence physique légitime, et se trouve privée de la force comme ultime recours pour faire exécuter ses recommandations ou ses décisions imposant des pénalités financières. Les gouvernements nationaux disposent ainsi de la capacité de légiférer, y compris en prenant des mesures susceptibles de déplaire à la Commission comme par exemple, au Portugal, la revalorisation du pouvoir d'achat des ménages. Or, le gouvernement Costa paraît aujourd'hui en passe de réussir un « miracle portugais » avec une réduction à quasiment rien du déficit de l'État tout en ayant maintenu les bases industrielles du pays¹. Il y a là de quoi renouveler les modèles européens, en exhibant un pays ayant trouvé sa voie en dehors du dogme de la flexicurité, sous l'impulsion de grands hommes

politiques n'ayant pas perdu leur vocation à force de compromis et de synthèses conjoncturelles.

Claude Didry -

CNRS, Centre Maurice Halbwachs, ENS Paris/PSL

Holland (Alisha C.) - *Forbearance as Redistribution. The Politics of Informal Welfare in Latin America.* -

Cambridge, Cambridge University Press, 2017

(Cambridge Studies in Comparative Politics).

XII-386 p. Figures. Annexes. Bibliogr. Index.

Issu d'une thèse de doctorat soutenue à l'Université Harvard en 2014, cet ouvrage va incontestablement marquer les recherches portant, tout à la fois, sur le clientélisme électoral, la gestion des illégalismes urbains et la construction de l'État providence en Amérique latine. Son auteure, Alisha Holland, s'est posée une question très simple : pourquoi et sous quelles conditions les gouvernements latino-américains tolèrent-ils que certaines de leurs lois soient violées par les plus pauvres ? Bâtie sur un cadre théorique très solide (mobilisant une large littérature qui s'étend de la sociologie politique au néo-institutionnalisme) et démontrée sur le plan empirique de manière époustouflante – l'enquête s'appuie, entre autres, sur des entretiens qualitatifs et des données statistiques élaborées par ses propres moyens –, la thèse défendue est aussi audacieuse que convaincante : l'auteure soutient l'argument selon lequel les hommes politiques font le choix de tolérer les comportements délictueux associés à une certaine catégorie de la population (les plus pauvres précisément), selon qu'il existe ou non un programme social alternatif à la sanction et, surtout, que leur intérêt électoral en dépend. D'après l'auteure, la tolérance (*forbearance*) des pouvoirs publics à l'égard de certains illégalismes permettrait ainsi de pallier les déficiences de l'État providence. A. Holland s'intéresse ici à deux enjeux de société (cas d'étude) qu'elle observe dans trois capitales régionales (Lima au Pérou, Bogota en Colombie et Santiago au Chili) : il s'agit de l'installation illégale de logements en périphéries urbaines (*squatting*) et de la vente informelle dans les centres-villes (*street vending*). Dans les trois pays considérés, ces « illégalismes »

1. « Depuis qu'il gouverne avec le soutien parlementaire des communistes et du parti de la gauche radicale Bloco, le Premier ministre portugais, Antonio Costa, fait ainsi figure de miraculé de la crise de la social-démocratie. Ses performances économiques lui valent aussi bien les éloges de l'Union européenne pour sa croissance (2,7 % du PIB en 2017) et sa réduction du déficit public (1,1 %), que celle de ses concitoyens, qui profitent des bénéfices de la reprise » (« Le grand hiver de la social-démocratie », *Le Monde*, 6 avril 2018).

entendus, d'après Michel Foucault, comme des pratiques illicites associées à certains groupes sociaux et plus ou moins sanctionnées par l'État en fonction des époques, sont clairement identifiés comme contraires aux lois nationales (sur la propriété, l'aménagement urbain, la régulation commerciale ou encore la protection du consommateur). Or, il s'avère qu'ils demeurent largement tolérés par les pouvoirs publics. L'enjeu de l'ouvrage est de comprendre pourquoi.

En premier lieu, l'auteure récuse l'explication selon laquelle la tolérance envers les infractions serait la conséquence de faiblesses institutionnelles consubstantielles. Si l'on en croit une certaine littérature, l'État dans les pays du Sud n'aurait pas les moyens de faire respecter les lois. Or, empruntant à la microéconomie la notion d'élasticité, A. Holland démontre que la capacité de sanction (*enforcement*) est en réalité inélastique par rapport à l'amélioration des ressources. En d'autres termes, ce n'est pas parce que les moyens bureaucratiques se consolident que la capacité de sanction augmente. La sanction varie indépendamment des ressources. De même, en faisant remonter son analyse au milieu des années 1980 en recourant notamment aux archives de presse, elle suggère que le clivage gauche-droite ne permet pas d'inférer une plus ou moins grande tolérance envers les illégalismes. En clair, la sanction contre les infractions ne dépend pas non plus de la sensibilité politique ou idéologique des élus.

L'auteure soutient plutôt l'hypothèse selon laquelle la tolérance à l'égard des squatters des bidonvilles ou des vendeurs ambulants varie en fonction de la structure électorale, de la distribution territoriale de la pauvreté et de la gestion administrative correspondante. En comparant, par exemple, une ville très centralisée comme Bogota à une ville très décentralisée comme Lima, elle révèle des différences assez significatives. Les hommes politiques ont tendance à tolérer les infractions, notamment dans les quartiers où les pauvres sont majoritairement concentrés et où ils constituent une très puissante base électorale. La tolérance est donc plus forte dans les villes où il existe des maires de quartiers. Au niveau national, l'auteure démontre également que l'existence de politiques publiques alternatives (par exemple des aides au logement) conforte les édiles dans leur devoir de coercition (éviction).

Sur ce point, l'apport très intéressant de cet ouvrage est de démontrer comment s'institutionnalisent des logiques de dépendance au sentier. À la

différence du Chili qui a très tôt investi dans des politiques de subventions, le Pérou ne saurait aujourd'hui échapper au « piège de l'indulgence » (*forbearance trap*). Faute de programmes alternatifs et d'investissements suffisants, la tolérance à l'égard des illégalismes en vient à former une politique sociale de substitution, laquelle entretient le cercle vicieux de l'inaction gouvernementale. Le Pérou et, dans une moindre mesure, la Colombie auraient de la sorte bâti un État providence informel (*informal welfare state*). Dans le chapitre 7, l'auteure teste ces mêmes hypothèses sur la ville d'Istanbul, où elle montre comment l'évolution socio-démographique (notamment l'émergence d'une classe moyenne) a renforcé la répression contre les illégalismes urbains, dont se rendent désormais coupables, pour l'essentiel, les travailleurs ruraux et les ressortissants de la minorité kurde. L'exemple turc atteste ainsi d'une instrumentalisation politique des sanctions en fonction des populations visées (minorités ethniques) et du noyau électoral à séduire (classe moyenne majoritairement sunnite).

En résumé, les conclusions de l'ouvrage sont non seulement très pertinentes, mais leur démonstration, combinant analyse qualitative et quantitative, est absolument impeccable. Lorsque les données lui ont manqué, l'auteure a élaboré un questionnaire, dont elle a confié l'administration à une entreprise de sondage. En l'espèce, pas moins de 900 entretiens d'une durée moyenne de 25 minutes ont été réalisés à Bogota. Le coût financier d'une telle thèse laisse pantois... Objectivement, il est très difficile de formuler des critiques autres que diatribes sur cet ouvrage qui, assurément, fera date par-delà les cercles des latino-américanistes.

Damien Larrouqué -

Université Paris II-Panthéon Assas, CERI

Mazouz (Sarah) - *La République et ses autres. Politiques de l'altérité dans la France des années 2000.* - Paris, ENS Éditions, 2017 (Gouvernement en question(s)). 275 p. Bibliogr.

Si il est devenu de plus en plus courant dans des disciplines comme la sociologie, la science politique ou l'anthropologie, de travailler sur les logiques d'altérisation (raciale, religieuse, ethnique, genrée, etc.) à l'œuvre aujourd'hui en France, l'exercice n'en reste pas moins difficile si l'on souhaite tout à la fois rendre compte des évolutions ayant marqué l'action publique, les débats intellectuels et les

mobilisations depuis les années 1980 et proposer un cadrage explicatif et compréhensif des aspects concrets et situés de ces formes de domination et de catégorisation. Dans l'ouvrage tiré de la thèse de doctorat en sociologie qu'elle a soutenue en 2011 à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Sarah Mazouz, déjà auteure de plusieurs articles remarqués, propose une analyse de la lutte contre les discriminations raciales à partir d'un double regard : une étude des transformations de la politique française et de la mise en place de différents dispositifs dans ce domaine entre 1998 et 2011, à laquelle s'ajoutent trois démonstrations empiriques des formes pratiques de la discrimination à partir d'enquêtes de terrain consacrées au travail d'une Commission pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté (COPEC), aux entretiens de demande de naturalisation et aux cérémonies de naturalisation.

Cette double dimension d'historicisation et d'enquête empirique constitue un premier point très positif de l'ouvrage. Elle permet aussi de saisir à quel point l'apparente prise en compte des discriminations raciales depuis la fin des années 1990 donne lieu à un dévoiement du dispositif en raison de tensions, au sein du gouvernement, entre deux manières d'envisager cette question – que l'auteure décrit comme étant d'une part une « position républicaine critique », considérant que chaque discrimination porte atteinte à la République, et d'autre part une « position nationale républicaine » visant à « acclimater l'antidiscrimination au contexte républicain » (p. 213) et à la politique d'intégration. En effet, le travail réalisé au niveau départemental au sein des COPEC présente la particularité de n'avoir été ni politique ni juridique, cantonné qu'il fut dans le paradigme de l'intégration républicaine et dans le refus de prendre en compte toute forme de réparation des torts subis.

Le second point très fort de ce travail tient à l'enquête de terrain elle-même, ainsi qu'à ses conditions d'objectivation. D'une part, l'ensemble des trois terrains est mené au même endroit, dans une grande ville de la région parisienne renommée Doucy pour l'occasion, entre 2004 et 2009. Cela permet notamment de suivre certains des acteurs et des actrices étudiés par l'auteure – en particulier l'employée de préfecture Danièle Durand dont la rigueur républicaniste envers les candidats à la naturalisation et le racisme ordinaire à l'encontre de sa collègue et supérieure hiérarchique Nicole

François-Rose font frissonner – sur plusieurs scènes. D'autre part, outre le fait qu'elle témoigne d'une grande empathie à l'égard des personnes qu'elle interroge dans le cadre de son enquête, S. Mazouz fait montre d'une attention toute particulière à l'aspect réflexif d'un travail consacré aux identités imposées et aux identifications. Elle-même incluse dans son dispositif puisqu'elle y insère le matériau relatif à sa propre demande de naturalisation, elle propose une analyse très fine de la manière dont les hasards d'une carnation claire associée à un patronyme du Maghreb mais pas nécessairement marqué comme arabe lui ont permis tout à la fois de ne pas imposer un mode d'identification minoritaire mais aussi de mesurer le type de racialisation dont elle pouvait faire l'objet (p. 26-29).

Il existe cependant une contradiction non réellement assumée entre l'objet du travail considéré, à savoir la racialisation et les discriminations raciales – qui fournissent la matière quasi exclusive de l'introduction et des deux premiers chapitres – et le fait que ni l'un ni l'autre termes n'apparaissent dans le titre ou dans le sous-titre de l'ouvrage, laissant ainsi envisager une vision plus large de l'altérité que la seule dimension raciale. Qui plus est, les deux derniers chapitres consacrés aux pratiques de naturalisation montrent amplement à quel point l'assignation identitaire déployée dans l'opération symbolique de naturalisation est tout autant religieuse, genrée, sexuée, culturelle et linguistique que raciale, la transsubstantiation en jeu ne pouvant produire de l'efficacité que pour autant qu'elle insiste sur les différences que les naturalisés vont devoir mettre à distance. Ce qui pourrait constituer le point faible de l'ouvrage – et demeure d'ailleurs une question largement ouverte – présente la particularité d'ouvrir la focale et sans doute de saisir mieux l'extrême labilité des formes républicaines d'injonction à l'indivisibilité par l'imposition de caractéristiques différentielles et largement essentialisantes. De fait, l'analyse des cérémonies comme un rite de passage fournit un matériau empirique très riche pour appréhender ce paradoxe d'un cadrage national fondé sur l'indifférence aux différences, mais qui les met en scène – voire les mobilise dans le cadre de la gestion locale de l'accès à la citoyenneté ou dans la politique des quartiers – pour mieux en dénoncer les risques pour l'unité nationale. L'accent mis dans la conclusion sur ce « paradoxe républicain » est tout à fait bienvenu, car il met le doigt sur une

dimension très importante de la situation actuelle – mais aussi présente sous d'autres formes depuis les années 1990 – où la stigmatisation républicaine du « communautarisme » se déploie sous la bannière du refus de toutes les différences et de toutes les identités (linguistiques, sexuelles, genres, religieuses, raciales, etc.) qui n'auraient pas encore été « traduites » (« acclimatées » dans la terminologie de l'auteure) dans le lexique républicain comme l'ont été en leur temps les revendications de non-discrimination à l'égard des femmes, des homosexuels et des minorités ethnico-religieuses dans des politiques de PACS, de parité ou de diversité.

Stéphane Dufoix –

Université Paris Nanterre, Sophiapol/Institut universitaire de France

Mulcahy (Kevin V.) – *Public Culture, Cultural Identity, Cultural Policy. Comparative Perspectives.* – New York, Palgrave Macmillan, 2017. LII-202 p. Figures. Index.

L'ouvrage de Kevin Mulcahy offre un panorama des connaissances les plus récentes en matière de politiques culturelles. Ne se limitant pas à une conception des politiques culturelles consistant à soutenir la création et la diffusion des arts, il entend montrer la complexité de leur dimension identitaire. L'auteur met par ailleurs en évidence le rôle et la pertinence des sciences politiques dans l'analyse des processus d'identification culturelle et de leur construction dialectique. L'ouvrage comprend deux parties composées chacune de trois chapitres. Il peut être lu dans son intégralité ou par chapitre, chacun ayant une cohérence propre et étant suivi d'une bibliographie étendue.

La première partie étudie trois cas de politiques culturelles, véhiculant autant de conceptions contrastées d'une culture publique : les États-Unis, la France et les Jeux olympiques. Souvent peu connues sur le continent européen, les politiques culturelles des États-Unis d'Amérique sont développées du point de vue de leur structure institutionnelle et budgétaire et des idées mobilisées pour les légitimer. L'analyse de K. Mulcahy synthétise le modèle étasunien avec originalité, évoquant un système de « *hidden hand culture* » où l'État exerce une influence bien qu'elle soit indirecte, principalement à travers des politiques fiscales. La diplomatie culturelle de la France est

ensuite évoquée en tant que *soft power* avant la lettre. L'exportation de la « civilisation française » se révèle à travers les aspects linguistiques et patrimoniaux, par les dispositifs d'action internationale (Alliance française, Institut français) et au sein des enceintes internationales (OIF, Unesco). L'auteur retrace quelques étapes majeures de l'action culturelle extérieure de la France – la langue française, l'exception culturelle, la diversité culturelle – jusqu'au phénomène de *branding* national qui s'exprime notamment par la marchandisation du patrimoine et de la culture touristique. La promotion d'une identité nationale se trouve aussi au centre de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques. Il s'agit sans doute de son expression paroxystique puisque la projection identitaire est adressée à une audience planétaire massive. Le spectacle du pays organisateur sert son image de marque et ce phénomène identitaire s'apparente à une pratique de marketing et de positionnement stratégique.

La deuxième partie du livre analyse les processus identitaires à l'œuvre en contextes d'influence, voire de domination culturelle. Proche de l'hégémonie ou de l'impérialisme culturels, la notion de « colonialité » développée par K. Mulcahy est définie comme « une situation impliquant une influence dominante d'une puissance sur un État soumis ». L'auteur montre comment l'influence culturelle déploie des effets identitaires et politiques en contexte postcolonial. S'appuyant sur les cas du Mexique, du Canada, de l'Afrique du Sud et de l'Ukraine, il pointe la complexité des processus de (re)construction de nations culturelles, mobilisant des politiques identitaires dont le recours aux mythes historiques ou à l'invention de traditions communes. Les processus d'identité culturelle se retrouvent également en contexte de colonialités internes, c'est-à-dire au sein de régions culturelles. Au Québec, à Puerto Rico, en Écosse ou en Catalogne, l'identité culturelle, déclinée par la langue, la religion ou encore l'ethnicité, est convoquée comme argument pour soutenir des revendications en faveur d'une souveraineté culturelle et, concomitamment, d'une autonomie politique. Les réactions aux positions de domination culturelle, un passé traumatique partagé ou les singularités linguistiques ne sont toutefois pas nécessairement orientés vers des processus d'autonomie politique. L'auteur l'illustre en nous emmenant au cœur de la culture cajun, décortiquant les ressorts historiques des constructions

identitaires et décrivant la diversité de ses expressions, notamment patrimoniales, musicales, folkloriques ou encore gastronomiques.

Dans une postface très didactique, l'auteur revient sur les multiples configurations des politiques culturelles en tension entre trois modèles majeurs, liés aux finalités d'action publique : la démocratisation de la culture (accessibilité), la démocratie culturelle (représentativité) et la culture publique (valeurs sociétales). Il achève l'ouvrage en traçant quelques perspectives pour les politiques culturelles futures par un plaidoyer en faveur d'une action culturelle publique.

Le nombre et la densité des cas étudiés n'empêchent pas l'auteur de poursuivre systématiquement la thématique comparative. C'est probablement par là que l'ouvrage renouvelle le genre du comparatisme des politiques culturelles. Alors que les travaux pionniers de la discipline se concentrent sur des typologies nationales de politiques culturelles et que la littérature comparative se limite globalement à la succession de monographies présentant des cas nationaux, l'auteur parvient ici à confronter une large succession de cas à travers le prisme de concepts clés : identité culturelle, culture publique et politiques culturelles. Au-delà des particularités, certaines permanences se font jour et démontrent la pertinence et l'actualité du questionnement central de l'ouvrage : « Qui dit à un peuple qui il est ? » K. Mulcahy offre ainsi un kaléidoscope impressionnant et original, tant empirique que conceptuel, qui peut utilement introduire aux questions classiques des politiques culturelles, mais aussi amorcer avec nuance et acuité le renouvellement et le développement de la recherche comparative en sciences politiques sur les processus liant identité culturelle et action publique.

Jean-Gilles Lowies -

Université de Liège, TRAVERSES

Mushaben (Joyce Marie) - *Becoming Madam*

***Chancellor. Angela Merkel and the Berlin Republic.* -**

Cambridge, Cambridge University Press, 2017, XVI-342 p.

Bibliogr. Index.

A l'été 2017, la chancelière fédérale d'Allemagne Angela Merkel brigait son quatrième mandat, relativement sereine mais faisant face à une opinion publique partagée entre ceux qui estimaient son bilan politique tout à fait convenable et ceux qui lui reprochaient, en

particulier avec sa politique migratoire, d'avoir ouvert grand la porte aux partis contestataires et populistes. Au même moment paraissait le premier ouvrage scientifique en anglais sur la carrière et la politique d'Angela Merkel, intitulé *Becoming Madam Chancellor. Angela Merkel and the Berlin Republic*, écrit par Joyce Marie Mushaben. L'auteure est professeure de science politique comparée et de *gender studies* à l'Université Saint-Louis du Missouri, et fine connaisseuse de l'Allemagne, où elle a vécu dix-sept ans pour y mener des recherches sur les Allemands de l'Est et de l'Ouest, la politique européenne de la République fédérale, la citoyenneté, les migrations et les mouvements sociaux.

Se présentant comme féministe, l'auteure dédicace, de façon un peu convenue, l'ouvrage à son feu mari, faisant référence à leurs débats sur l'égalité et la différence des sexes, mais aussi, et c'est plus original, à toutes les filles et femmes à la recherche de modèles féminins d'identification dans le domaine politique. Il faut reconnaître qu'ils ne sont pas pléthore. L'auteure est une grande admiratrice d'Angela Merkel et ne s'en cache pas. De fait, on se surprend à la lecture de l'ouvrage à se laisser entraîner par son enthousiasme pour l'objet de son analyse.

L'ouvrage n'est pas une biographie politique, retraçant le parcours d'une actrice politique, de sa naissance au jour présent. Il s'applique bien plutôt à montrer comment Angela Merkel, fille de pasteur luthérien ayant grandi en RDA, femme divorcée, ayant travaillé comme physicienne sans s'occuper de la politique de son pays, est devenue chancelière fédérale de l'Allemagne et la personnalité politique la plus influente actuellement en Europe. Il ne retrace donc pas le parcours d'Angela Merkel dans une chronologie linéaire qui commencerait à sa naissance, mais se concentre sur sa période d'activité politique, c'est-à-dire à partir de 1990. C'est ainsi qu'il faut comprendre le sous-titre de l'ouvrage, « *Angela Merkel and the Berlin Republic* », pour lequel la préposition « *in* » semblerait néanmoins mieux adaptée : la République de Berlin constitue ici uniquement le cadre chronologique de l'analyse et non un objet d'analyse à part entière.

Prenant le contre-pied des ouvrages publiés sur Angela Merkel, qui s'attachent pour beaucoup à critiquer sa façon de diriger ou son « manque de vision », J. M. Mushaben a écrit cet ouvrage pour mettre en évidence la performance hors du

commun de la chancellerie, qui a su gagner et maintenir le pouvoir en affrontant des crises majeures, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale. Celle à qui certains, y compris dans les rangs de son propre parti, ne donnaient aucune chance de tenir à la tête de son parti, puis de son pays, les aura tous deux dirigés bien plus longtemps qu'on aurait pu le croire. Tel est le constat à l'origine de l'ouvrage de J. M. Mushaben, qui s'appuie sur des « sources interdisciplinaires » (p. 6) – on est un peu perplexe face à cette expression –, incluant des discours de Merkel, des publications émanant du gouvernement, du matériel de campagnes électorales, des comptes rendus publiés dans les médias, des publications référencées, des interviews et des centaines de conversations avec des collègues experts. La méthode d'exploitation de ces sources est qualifiée d'« incorrigiblement qualitative et éclectique » (*ibid.*), mais n'est malheureusement pas explicitée. À la lecture de l'ouvrage, on y voit néanmoins les deux domaines d'expertise de l'auteure, les sciences politiques comparatistes et les *gender studies*, étroitement imbriqués dans une lecture personnelle, originale et intellectuellement stimulante du parcours et de l'action politique d'Angela Merkel.

Pour commencer, l'auteure se penche sur les deux transformations – on est tenté de parler de « *relooking* » – fondamentales, qui, selon elle, ont conditionné son accession au pouvoir : un *relooking* au sens physique et politique du terme, gravissant en moins de dix ans tous les échelons au sein du parti chrétien-démocrate (CDU). Dans son analyse de l'ascension politique extraordinaire d'Angela Merkel, extraordinaire à la fois par sa vitesse, sa trajectoire et la souveraineté avec laquelle Angela Merkel a su affronter les préjugés liés à son sexe, l'auteure retrace toutes les étapes de cette double transformation et montre également comment en retour Angela Merkel a transformé la culture politique de son pays et le regard qu'on porte sur les femmes en politique. Intitulée avec le slogan – à l'origine scandé par les féministes des années 1970 – « le personnel est politique », cette première partie analyse la façon dont Angela Merkel a su comme aucun autre de ses prédécesseurs réconcilier les identités des Allemands de l'Est et de l'Ouest et reconfigurer les relations germano-israéliennes, en continuant d'assumer la responsabilité allemande dans la Shoah et envers l'État d'Israël, sans toutefois tout accepter sans discernement de sa politique dans le conflit israélo-palestinien.

Dans les deux parties suivantes, l'auteure analyse le leadership d'Angela Merkel, qui a su transformer la façon dont les Allemands se perçoivent eux-mêmes et initier une plus grande implication de la République fédérale à l'échelle internationale, répondant ainsi à un reproche qui lui était souvent fait. Pour illustrer cela, l'auteure étudie dans la deuxième partie de l'ouvrage d'une part les enjeux et les mécanismes du bras de fer entre Angela Merkel et Vladimir Poutine, deux adversaires et partenaires relativement égaux, la première freinant les ambitions hégémoniques du second tout en maintenant le dialogue avec ce partenaire indispensable, et d'autre part les positionnements de la chancellerie dans la crise de l'euro, pour une gouvernance intégrée des finances européennes. La troisième et dernière partie est dédiée à la politique intérieure, où l'auteure illustre ce qu'elle appelle la « méthode Merkel » à l'exemple de deux domaines où elle a initié des réformes majeures : le tournant énergétique à l'échelle nationale, sinon supranationale, et la politique migratoire, où elle a opéré un changement de paradigme au cœur de la crise migratoire qui touche l'Europe entière.

Cette lecture est à recommander à toute personne s'intéressant aux rapports entre genre et politique, à la politique allemande et européenne et aux relations internationales du temps présent.

Anne-Laure Briatte –
Sorbonne Université

Nouguez (Étienne) – Des médicaments à tout prix. Sociologie des génériques en France. – Paris, Presses de Sciences Po, 2017 (Académique). 300 p. Bibliogr.

L'ouvrage d'Étienne Nouguez s'ouvre sur le constat d'un double écart. D'une part, alors que pour la théorie économique, les génériques, produits équivalents aux produits originaux mais vendus moins chers, devraient s'imposer sans difficulté, la construction tardive de leur marché a nécessité en France une succession impressionnante de plans, de lois et de décrets, informés par autant de rapports et de débats publics. L'auteur souligne, d'autre part, l'écart persistant entre la situation française et celle des autres pays de l'OCDE : les produits génériques ne représentent en France que 30 % des médicaments remboursés, contre environ 80 % en Allemagne, au Royaume-Uni ou aux États-Unis. L'objectif de l'auteur est donc

« d'expliquer conjointement les causes de cette résistance française aux médicaments génériques et les mécanismes qui leur ont permis néanmoins de se diffuser » (p. 10). Pour ce faire il entend mettre à jour à la fois les hiérarchies et les alliances entre les différents acteurs du marché pharmaceutique, et les dynamiques de valuation des médicaments, dans le sens que lui a donné la sociologie économique, c'est-à-dire l'ensemble des opérations et dispositifs par lesquels de multiples valeurs – marchandes, symboliques, etc. – sont attribuées à des biens ou des personnes. Ces deux déterminants du secteur pharmaceutique sont pour l'auteur non seulement révélés – en étant remis en cause – par l'arrivée des génériques, mais ils sont aussi fortement reliés. La thèse défendue dans l'ouvrage est que les partisans des génériques ont promu une équivalence généralisée entre produits, mais aussi entre leurs producteurs (de princeps *versus* de génériques), entre professionnels de santé (médecins *versus* pharmaciens, spécialistes *versus* généralistes) et entre patients (atteints de maladies graves ou bénignes, aisés ou pauvres), tandis que leurs adversaires ont défendu pour chacune de ces dimensions une hiérarchie préétablie.

La première partie est consacrée aux multiples formes de gouvernement des conduites expérimentées par les pouvoirs publics afin de créer un espace pour les médicaments génériques en France. Elle met en scène un État qui, pour prendre des termes foucaaldiens, ne recourt dans l'ensemble pas à des dispositifs disciplinaires, mais cherche par touches successives à « aménager le milieu » de la santé. Cette stratégie passe prioritairement par la mobilisation de pharmaciens chargés (en échange du transfert aux officines d'une part conséquente des économies qui auraient pu être réalisées par l'Assurance maladie) de promouvoir les génériques et d'opérer une substitution des médicaments prescrits. Mais ce seront ensuite les médecins et les patients (avec des mesures telles que « tiers payant contre générique ») qui seront visés. L'auteur se tourne dans une deuxième partie vers le nouveau modèle industriel porté par le secteur du générique et explique la hiérarchie stable qui le caractérise. Il analyse également la réponse des producteurs de princeps à ce développement, qui leur ont permis de rester dominants sur le marché français, et met en évidence les liens importants (de filiation ou de coopération) existant entre les deux types de

laboratoire. La troisième partie, sans doute la plus passionnante de l'ouvrage, analyse le générique au sein des relations de soin, et l'articulation entre « l'économie de la qualité » et ce qu'il nomme « l'économie de la gratuité ». Il montre notamment comment la résistance aux génériques a surtout concerné les deux extrémités du système de santé : tandis que certains acteurs (médecins, patients) des couches dominantes ont, dans une logique de distinction, décidé de s'affranchir des injonctions des pouvoirs publics, les patients les plus défavorisés ont parfois refusé la substitution en l'interprétant comme une marque de leur relégation à un statut de patient de seconde zone.

L'objectif que s'est fixé l'auteur est parfaitement atteint par la combinaison de données d'observation, de nombreux entretiens, d'analyses de la littérature grise, mais aussi par un travail statistique qui, dans une démarche rare, met à l'épreuve les affirmations issues des analyses qualitatives. Il démontre ainsi l'intérêt et la richesse d'un regard sociologique sur des phénomènes économiques. L'auteur expose bien les avantages obtenus par les professions de santé à l'occasion de cette politique et souligne, de manière moins détaillée, les stratégies d'influence des firmes pharmaceutiques qui structurent les ventes de médicaments (des producteurs de princeps envers les médecins, des laboratoires génériques envers les pharmaciens). On pourra néanmoins peut-être regretter qu'il n'avance pas plus nettement, à la lumière de ses données, de thèses critiques sur les pratiques de professions libérales dont les fondements déontologiques sont le désintéressement, l'indépendance et la participation à la santé publique ou sur les compromis que tissent les pouvoirs publics. Dans une note questionnant le désir d'avoir/de délivrer un traitement de meilleure qualité en refusant les génériques, É. Nouguez souligne que « dans les faits, la prescription de médicaments récents comporte d'importants risques puisque leurs effets secondaires "en vie réelle" sont moins bien connus que les produits anciens » (p. 266), cela pour des bénéfices thérapeutiques souvent limités. Cet ouvrage invite donc aussi à s'interroger sur l'idéologie partagée de « l'innovation thérapeutique » qui sous-tend les dynamiques ici étudiées.

Boris Hauray -
INSERM, IRIS

Osterman (Paul) – *Who Will Care For Us ? Long-Term Care and the Long-Term Workforce*. – New York, Russell Sage Foundation, 2017. 231 p. Index. Illustrations.

Annexes.

Cet ouvrage offre un regard critique sur la situation actuelle des soins aux personnes âgées ou handicapées aux États-Unis. Dès le début, l'auteur affirme son évaluation : le bien-être de celles et de ceux qui ont besoin d'aide est fortement dégradé par un système de soutien peu intégré et basé sur de la main-d'œuvre peu qualifiée et à bas coût. Selon Paul Osterman, il s'agit d'un problème crucial dont l'ampleur des conséquences ne va que s'alourdir avec la pression démographique et le vieillissement de la population. L'ouvrage propose une voie de résolution qui permette une reconfiguration de ce système à travers la valorisation du travail des soignants à domicile.

Le livre est divisé en deux parties. La première – essentiellement descriptive – est dédiée à une radiographie du système de soins directs (*direct care*) américain. L'auteur différencie les modalités de soin en place, montrant à quel point la complexité de cette industrie défie même la possibilité de produire des statistiques fiables. Selon les estimations de l'auteur, la plupart des aidants aux États-Unis (plus de vingt millions) sont des familiers ou des proches non rémunérés, dans quelques cas soutenus par l'État. Un pourcentage bien moins important des soins est garanti par des employés ou des professionnels indépendants (un peu plus de 3 millions), parfois avec rémunération déclarée, parfois payés au noir, avec des codes de conduite fortement restrictifs (l'interdiction d'administrer des gouttes dans les yeux est un exemple auquel P. Osterman revient assez souvent), ou plutôt flexibles. L'activité reste presque totalement assurée par des femmes, avec une sur-représentation de femmes noires et hispaniques caractérisées par des niveaux de qualification très variés et des salaires très modestes.

Dans la deuxième partie de son livre, P. Osterman défend son projet d'une revalorisation de la qualité des soins qui passerait par une valorisation de l'activité des soignants directs dans toutes les modalités, notamment les moins professionnalisées. Il propose un ensemble de réformes de cette industrie qui se focalise sur les bonnes pratiques de recrutement et de formation, un élargissement du champ d'action de ces professionnels (comme la fin de l'interdiction

d'administrer des gouttes dans les yeux – un exemple en effet très illustratif), et une revalorisation salariale. Ainsi, celles et ceux en charge des soins au domicile pourraient non seulement contribuer à une forte augmentation de la qualité de vie des dépendants, mais aussi être mieux intégrés dans l'industrie de la santé et dans une « équipe de soins » (*healthcare team*) qui se veuille plus « holistique » (*holistic*). Certes, écrit P. Osterman, ces changements font face à des blocages importants, comme la complexité des programmes sociaux (Medicaid) et la pression de groupes qui pourraient se sentir menacés, tel celui des infirmières et infirmiers. Cependant, la puissance des pressions démographique et budgétaire et l'activité des syndicats tendent à aller dans le sens de ce changement.

La lecture du volume est certainement à conseiller à celles et à ceux qui s'intéressent à la question de la prise en charge des personnes dépendantes. Soulignons que ce livre prend davantage la forme d'un essai, même si très informatif et rassemblant un volume de données révélateur d'une recherche approfondie, que d'un ouvrage « académique ». Cela étant, il est regrettable que n'y soit pas intégrée une réflexion méthodologique robuste : l'auteur relègue une section « méthodes » aux annexes (annexe E), y indiquant, par exemple, la lecture de la littérature sur son objet. Plus important, ayant conduit 120 entretiens, l'auteur offre très peu de justifications de ce choix méthodologique. Aucune information n'est fournie sur la structuration des entretiens ou sur la période du terrain. De même, tout au long du texte l'auteur fait référence à des *focus groups* qui ne sont jamais présentés. Le caractère « grand public » est renforcé par l'utilisation de formulations et de généralisations qui, même si intuitivement valables, manquent de justifications solides, notamment dans la description faite des soignants directs. Par exemple, que les aidants ne sont pas « respectés » (e.g., « *happy talk aside, the reality is that they are not respected and are broadly seen as little more than babysitters* », p. 73 – un passage non dépourvu d'ironie), est une idée répétée à plusieurs reprises, sans jamais être justifiée de façon convaincante.

Malgré sa distance des normes académiques, il n'est pas difficile d'envisager des possibles ponts avec d'importantes contributions faites pendant les vingt dernières années dans le champ de l'étude des politiques sociales. Certes, l'économie politique de l'État providence a un fort penchant pour

l'analyse comparative que P. Osterman préfère ne pas employer. Pourtant, l'esprit de cet ouvrage n'est pas loin de ceux qui cherchent à proposer des solutions pour les « nouveaux risques sociaux » à travers un « État d'investissement social », intégrant la protection sociale dans une logique de marché.

Tiago Moreira Ramalho –
Sciences Po Paris, CEE

Perrineau (Pascal), dir. – *Le vote disruptif. Les élections présidentielle et législatives de 2017*. – Paris, Presses de Sciences Po, 2017 (Chroniques électorales). 446 p. Figures. Illustrations. Cartes. Annexes.

L'ouvrage dirigé par Pascal Perrineau propose une analyse de la séquence électorale de 2016-2017 depuis la primaire de la droite et du centre jusqu'aux élections législatives. La première partie est consacrée au choix des candidats à l'élection présidentielle. Les chapitres 1 et 2 (rédigés respectivement par Brice Teinturier et Vincent Martigny) montrent combien les deux principaux appareils partisans (Les Républicains et le Parti socialiste) furent dépassés par des primaires qui ont bouleversé l'équilibre interne des pouvoirs et éliminé nombre des premiers rôles. Toutefois, si cette opportunité a bénéficié aux outsiders bousculant le jeu politique comme Emmanuel Macron, le processus n'est pas allé jusqu'à donner une place aux « petits candidats » (chapitre 3 de Thomas Ehrard).

La seconde partie porte sur la campagne électorale proprement dite. Étudiant le journal télévisé de 20 heures sur TF1, Christophe Piar montre que le traitement médiatique de la campagne s'est beaucoup plus structuré autour du « jeu » (les affaires, les rebondissements) que des « enjeux » économiques ou sociaux, réduits à la portion congrue (chapitre 4). Ce cadrage télévisuel a par ailleurs été affecté par la part prise par les chaînes d'information continue dans cette campagne par rapport aux précédentes. Les préférences des électeurs tendant à être moins ancrées, l'effet des médias dans la formation des opinions et du comportement politique serait ainsi plus marqué (chapitre 5 rédigé par Thierry Vedel). Les médias ne se limitent toutefois pas à la télévision et c'est tout l'intérêt du chapitre d'Arnaud Mercier que de s'intéresser aux réseaux socio-numériques qui, comme Twitter, ont joué, selon lui, un rôle de

« contre-espace public » (p. 117). Le dernier chapitre de cette partie, sur les mots des candidats, montre, quant à lui, notamment combien le candidat Macron est parvenu à percer au travers d'un discours qui exhibe plus la dynamique que les thématiques, l'action que le programme, le leader que l'idée (chapitre 7 rédigé par Damon Mayaffre).

La troisième partie s'intéresse aux résultats électoraux. Anne Muxel relève ainsi ce mélange paradoxal de fort intérêt des citoyens pour l'élection et d'abstentionnisme, sensible dès l'élection présidentielle d'avril-mai et qui éclate au grand jour lors des élections législatives (chapitre 8). Le PS, épuisé par cinq ans d'exercice du pouvoir et de divisions, s'est effondré (chapitre 10 rédigé par Pierre Bréchon), tout comme le candidat de la droite est passé en six mois de l'élection impardable à la défaite assurée (chapitre 12 de Martial Foucault et Flora Chanvrlil-Ligneel). S'ouvre un espace respectivement à gauche pour un Jean-Luc Mélenchon dont la stratégie innove vis-à-vis des pratiques traditionnelles de campagne à gauche (chapitre 9 de Bruno Cautrès), et au centre pour un Emmanuel Macron qui révèle une vraie habileté à combler un vide, plus qu'il ne répond véritablement à une attente (chapitre 11 rédigé par Sylvie Strudel). En revanche, Jérôme Fourquet montre que les « petits candidats » n'ont guère profité de la fracture de l'électorat de droite (chapitres 13 et 14). Marine Le Pen est certes parvenue à se hisser au second tour mais n'est pas parvenue à éviter l'« enfermement tribunitien » (p. 266) et à dépasser l'ambiguïté de son positionnement (chapitre 15 de Pascal Perrineau). Face à elle, Emmanuel Macron adopta une position « centrale » plus que « républicaine » (p. 269-270) qui fut au cœur d'un rassemblement basé sur certains malentendus (chapitre 16 de Jérôme Jaffré).

La quatrième partie se concentre sur l'après-élection présidentielle. Deux chapitres portent ainsi sur les élections législatives. Celui de Carine Marcé et de Jean Chiche (chapitre 18) montre la dynamique par laquelle les législatives ont renforcé celle de la présidentielle et fait des candidats de La République en marche (LREM) les grands vainqueurs d'un espace politique déstructuré et dispersé. En revanche, comme le montre Luc Rouban (chapitre 17), la thématique du renouvellement politique s'est traduite de manière limitée dans la composition de la nouvelle législature. La nouvelle majorité est certes plus jeune, plus féminine et plus novice en matière politique. Mais elle est aussi et surtout plus restreinte en

termes de profils socio-professionnels, au profit des catégories supérieures, et très marquée par « l'idéologie managériale » (p. 295), important les normes d'une élite issue du privé dans le domaine politique. Deux autres chapitres, plus prospectifs, portent sur l'avenir de la gauche socialiste (chapitre 19 de Gérard Grunberg) et de la droite (chapitre 20 de Pascal Perrineau). Ces deux familles politiques se trouvent sans doute à la fin d'un cycle. Leur caractère de partis attrape-tout, qui avait assuré leur succès et leur pérennité pendant des décennies, est précisément ce qui fait désormais leur faiblesse. Ils se trouvent ainsi confrontés à une situation de double front : entre la gauche radicale autour de Jean-Luc Mélenchon et l'extrême centre de LREM pour la première, entre le national-populisme du Front national et la séduction centriste du « macronisme » pour le second.

Ainsi composé, cet ouvrage constitue une source mais aussi une ressource fort utile avec des annexes conséquentes comprenant notamment les éphémérides 2016-2017, les résultats et les cartes des élections présidentielle et législatives. Le choix même de l'objet fait que l'ouvrage porte sur une période à la fois très dense et très courte. Il contribue ainsi à documenter de manière fine cette séquence de la vie politique contemporaine, à la manière d'une chronique électorale analytique. Dans cette perspective, ce qui fait sa force constitue sans doute ses limites. Premièrement, les contributions révèlent une diversité des cas et des focales d'analyse stimulante mais qui ne rend pas toujours aisé à comprendre l'enchaînement des chapitres et la progression de la démonstration. Le lecteur peine en effet parfois à retrouver le fil conducteur de la problématique de l'ouvrage. Si bien qu'on a du mal à saisir les quelques grands traits qui se dégageraient de cette séquence électorale riche et mouvementée. C'est bien sûr la difficulté de tout ouvrage collectif, ce d'autant plus que celui-ci n'a pas de conclusion qui aurait pu sans doute aider. Toutefois, on peut aussi se demander si la confusion dans laquelle se trouve parfois le lecteur, le caractère éclaté des chapitres, ne serait pas là un autre effet de cette conjoncture « disruptive », un symptôme d'une séquence électorale dont on a encore du mal à saisir tant les causes exactes que la portée. Deuxièmement, l'ouvrage synthétise et décrit assez finement le contexte de ces élections. On reste néanmoins quelque peu sur notre faim tant les explications conjoncturelles ne sauraient suffire. La dimension

contingente et conjoncturelle n'est jamais absente, ici moins qu'ailleurs. Reste que ce processus électoral gagnerait sans doute en intelligibilité en étant réinscrit dans une temporalité plus longue. Difficile en effet de comprendre cette crise majeure que connaissent LR et le PS sans revenir sur les transformations structurelles profondes qui affectent les partis, la socialisation et la carrière de leurs élites ou encore leur orientation idéologique. À ce titre, notre propos doit être vu comme une invitation à renforcer le dialogue entre sociologie électorale et sociologie historique des partis. Troisièmement, enfin, le fait de mettre l'accent sur la dimension « disruptive » de cette séquence électorale amène parfois à certaines formulations sans doute trop rapides pour emporter pleinement la conviction. Le système de partis ne s'est pas « évanoui » bien qu'il se soit profondément recomposé. Les institutions représentatives n'ont pas davantage fait place « aux organisations en réseau et à une demande de démocratie horizontale ». La parenthèse électorale refermée, ce qui est le plus notable est au contraire la capacité des institutions de la Cinquième République à digérer ses aspirations démocratiques et celle d'idées politiques assez anciennes à paraître comme novatrices.

Thibaut Rioufroyt -

CESPOL, Université catholique de Louvain

Picco (Pauline) - *Liaisons dangereuses. Les extrêmes droites en France et en Italie (1960-1984)*. Préface de Michelle

Zancarini-Fournel. - Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2016 (Histoire). 301 p. Bibliogr. Index.

Tiré d'une thèse de doctorat en histoire (soutenue à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne) codirigée par Olivier Faron et Michelle Zancarini-Fournel, l'ouvrage se propose d'étudier de manière extrêmement minutieuse les circulations croisées entre organisations, militants et intellectuels peuplant les extrêmes droites ouest-européennes de la seconde moitié du 20^e siècle. Débutant par les premières opérations d'extension de l'Organisation Armée Secrète (OAS) depuis l'Espagne vers l'Italie, la recherche se termine sur les formes de reconnaissances institutionnelles explicites dont bénéficient les extrêmes droites française et italienne : réception de Giorgio Almirante, leader charismatique du MSI (Movimento Sociale Italiano) par le

président du Conseil Bettino Craxi en 1983, poussée électorale aux scrutins européens en 1984. Entre les deux bornes chronologiques, l'ouvrage démontre combien la volonté acharnée de lutter à la fois contre le mouvement de décolonisation et contre l'avancée du socialisme dans les anciens empires, notamment au sein de la formation Ordine Nuovo, contribue à la radicalisation des réseaux extrémistes néofascistes, poussant progressivement ces derniers à s'engager dans la « stratégie de la tension » pendant les « années de plomb ». Pour une partie des militants, celle-ci se traduit alors par une entrée dans une carrière criminelle de type terroriste à partir de la fin de la décennie 1960 (tueries de Piazza Fontana à Milan en 1969, à Brescia en 1974 et à Bologne en 1980).

Si l'ouvrage montre clairement le rôle joué par les dictatures espagnoles et portugaises dans la constitution d'un maillage européen des nationalistes révolutionnaires, ce sont surtout les réseaux et trajectoires d'acteurs en France et en Italie qui sont ici étudiés de manière fine. Les sources archivistiques collectées et analysées sont tout aussi variées que, du moins pour certaines, inédites ou difficiles d'accès (fonds des ministères de l'Intérieur, de la Fédération des étudiants nationalistes, dossiers de procédure pénale des procès de protagonistes d'attentats, fonds d'archives personnelles d'anciens activistes, périodiques militants, archives de maisons d'édition, correspondances). Elles sont complétées par douze entretiens. L'ensemble permet de comprendre les dynamiques et les logiques de constitution d'une culture politique commune, fondée sur des échanges, des transferts tant sur les plans biographiques qu'organisationnels, financiers, intellectuels et symboliques entre mouvances situées idéologiquement à la marge des droites dites de gouvernement, mais aussi, comme l'auteure le montre très bien, en association quasi continue avec ces dernières.

Poursuivant le travail amorcé par l'historien italien Francesco Germinario sur les cultures politiques d'extrême droite, l'auteure établit de façon détaillée de quoi le « monde commun à l'extrême droite » européenne est fait : conception révolutionnaire et violente de l'agir politique, mise en œuvre d'un « ordre nouveau », défense de la « race blanche » contre l'invasion (le débordement selon certains théoriciens actuels) de l'Europe par les immigrés issus des anciens empires coloniaux africains (en remplacement de la « peur du Juif »), anticommunisme, rejet de

toutes formes de métissages. Les fortes relations entre militants produisent progressivement un sens de la camaraderie internationale et des solidarités, exacerbées par la situation d'exil contraint pour certains militants. Ces liens fraternels font alors intégralement partie d'une culture politique qui sert autant de creuset identitaire commun que de combustible à des engagements coûteux (clandestinité, secret, illégalité, etc.). Pour ce faire, les circuits, les passeurs et médiateurs (figures intellectuelles, revues, maisons d'édition, ouvrages) sont identifiés, des itinéraires individuels retracés, la structure des réseaux reconstituée, les modalités de sociabilité identifiées, les inflexions générationnelles repérées avec minutie et souci de l'étayage empirique.

Attentive aux échanges et transferts, aux porosités et aux perméabilités, P. Picco n'en montre pas moins l'importance à la fois matérielle et symbolique que revêt l'Italie dans le processus d'édification d'une culture commune et la constitution d'une « internationale noire ». À ce titre, le « parti frère » que représente le MSI, créé un an seulement après la fin du régime fasciste (1946), est considéré comme un modèle dont les extrémistes français désireux d'investir la scène électorale se sont abondamment inspirés, notamment au moment de la fondation du Front national en France. Vitrine électorale de la nébuleuse nostalgique du fascisme, le MSI est toutefois concurrencé par divers groupuscules hostiles à sa stratégie d'institutionnalisation (Ordine Nuovo de Pino Rauti et Avanguardia Nazionale de Stefano Delle Chiaie). Dissensions, ruptures, recompositions et redéfinitions doctrinales marquent ainsi le théâtre des extrêmes droites française et italienne que l'auteure contribue à éclairer.

S'inscrivant dans l'histoire sociale et transnationale des idées, P. Picco propose d'articuler dynamiques de production, de diffusion et de circulation des idéologies et cultures politiques d'une part, et trajectoires militantes ou politiques d'autre part. Ce faisant, elle illustre combien les dynamiques d'internationalisation et de solidarité transnationale, largement théorisées et pratiquées par les extrêmes gauches mondiales, constituent un passage obligé pour les formations politiques en rupture avec l'ordre politique institué, quelle que soit leur orientation doctrinale. L'auteure montre également dans quelle mesure ces relations de réciprocité ont marqué la genèse, puis les stratégies des vitrines partisans officielles des droites radicales française et italienne, MSI d'une

part, Ordre nouveau, Front national et Parti des forces nouvelles d'autre part. C'est donc la question des frontières, plus ou moins poreuses, entre droites extrêmes et droites de gouvernement (comme la Démocratie chrétienne italienne et le MSI par exemple, export de thématiques d'un camp vers l'autre, etc.), mais aussi celles des liens troubles entre groupuscules extrémistes et services de renseignements d'État, institutions militaires ou encore Vatican, qui sont ici posées. De ce fait, ce travail permet aussi de nourrir des réflexions sur les droites radicales dans leurs formes, leurs discours et leurs stratégies actuelles de légitimation politique : entreprise de « dédramatisation », alliances avec des droites de gouvernement, confusionnisme idéologique, colonisation idéologique de la gauche modérée.

S'inscrivant dans le sillage des débats historiographiques contemporains sur histoire comparée, croisée et connectée, et rompant heureusement avec l'ordinaire plutôt monographique des analyses des extrêmes droites, l'ouvrage de P. Picco propose un bel exemple de ce que la perspective comparative permet de mettre au jour. Le lecteur politiste pourra simplement regretter que les outils théoriques de l'analyse des partis ou de l'engagement ne soient pas plus souvent mobilisés. Il n'est pas ici question d'en faire reproche à une collègue historienne mais de l'inviter, le cas échéant, à s'en inspirer si d'aventure elle s'attellait à la préparation des « Liaisons dangereuses, volume 2 » à propos des relations entre organisations, militants et intellectuels de droite et de droite extrême français et italiens, depuis 1984. La poursuite de l'étude serait d'autant plus intéressante que la période a vu dans le même temps s'opérer d'importantes transformations politiques et électorales aussi bien en France qu'en Italie, et se renforcer l'impact de la thématique de la menace que constituerait l'immigration sur les échéances électorales et l'action publique en Europe.

Stéphanie Dechézelles -
Sciences Po Aix, CHERPA, LAMES

Roudakova (Natalia) - *Losing Pravda. Ethics and the Press in Post-Truth Russia*. - New York, Cambridge University Press, 2017. XII-266 p. Bibliogr. Index.

Natalia Roudakova renouvelle par cet ouvrage l'histoire du journalisme soviétique puis russe, de la fin des années 1970

jusqu'au début des années 2010. Elle y parvient en plaçant au cœur de l'analyse la question du rapport des journalistes à la notion de vérité et d'éthique professionnelle. Cette approche permet de reconsidérer utilement les travaux sur le journalisme en Russie en s'éloignant des paradigmes opposant liberté de la presse et démocratie, d'un côté, censure et autoritarisme, de l'autre. Elle s'intéresse aux choix sous contrainte des journalistes dans l'exercice de leur métier qui transforment leur rapport à la vérité. Paru à la fin de l'année 2017 dans un contexte de controverse sur le rôle des médias russes dans la diffusion des *fake news*, la thèse de l'ouvrage est centrée sur le rapport perdu des journalistes russes à la vérité (d'où le titre à double sens, évoquant à la fois la disparition de la *Pravda* et de la Vérité). La proposition paradoxale, voire provocatrice, au centre de cet ouvrage est bien là : l'éthique de vérité du journalisme en Russie qui existait sous le socialisme tardif aurait disparu avec la fin de l'Union soviétique.

N. Roudakova en fait la démonstration en cinq chapitres chronologiques. Le premier, « Éthique et politique dans le journalisme soviétique », montre le rôle des journalistes comme intermédiaires entre la société et le parti-État à la fin du brejnévisme. Dans un contexte de censure et d'autocensure, les journalistes étaient attentifs à leurs lecteurs, tirant leur légitimité de leur rôle d'enquêteurs et de témoins des difficultés quotidiennes. N. Roudakova considère qu'ils participaient du rapport à la vérité établi par le régime soviétique. Sans ignorer le rôle de la direction centrale de la Censure (Glavlit) qui pesait sur les journalistes, elle montre le souci du bien commun porté par les journalistes et leur engagement au service des citoyens. Après la disparition de l'Union soviétique, N. Roudakova étudie « la profonde dégénération du journalisme comme profession » (p. 56). Revendiquant une approche critique, elle montre les nouvelles formes de domination liées au développement du capitalisme qui pèsent sur le journalisme postsoviétique. Dans le deuxième chapitre, consacré à la privatisation des médias, elle décrit la dé-professionnalisation du journalisme à partir de l'exemple de Nijni-Novgorod, où les médias locaux en proie aux difficultés économiques sont l'objet de pressions politiques. Les titres des chapitres suivants sont explicites : « Du quatrième pouvoir à la deuxième plus vieille profession » (chap. 3) et « La spirale du cynisme dans les années 2000 »

(chap. 4). À la fin des années 1990, N. Roudakova présente les journalistes comme des « prostituées » au service des groupes oligarchiques locaux. Elle rappelle leur vénalité, au service de projets politiques de discrédit fondés sur la publication de documents compromettants (*kom-promat*). Dans les années 2000, l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine transforme l'espace médiatique, désormais dominé par les autorités centrales. Pour N. Roudakova, le paradigme autoritaire favorise une dépolitisation des journalistes qui renoncent à la recherche de la vérité. Les journalistes sont méprisés par le pouvoir qui les considère comme ses relais. Ce « cynisme de la domination » est appuyé sur la moquerie aux dépens des plus faibles. À la télévision russe, les fausses accusations, les falsifications ou les émissions de commande sont fabriquées par les rédactions. La logique de la raison ne s'applique plus au discours public. Seules les manifestations citoyennes contre la fraude électorale de 2011-2012 semblent mettre fin à cette longue descente aux enfers et redonner place à la *parrhesia*, le discours courageux à l'encontre des puissants (en référence ici aux travaux de Michel Foucault).

Au terme de cette enquête, puisant à des sources diverses (archives soviétiques, entretiens à Nijni-Novgorod au début des années 2000, observation des manifestations moscovites de 2012, consultation des médias tout au long de la période), N. Roudakova offre une relecture des évolutions médiatiques en Russie depuis l'URSS. Abandonnant les lieux communs hérités des théories de la transition démocratique, son enquête à travers le rapport des journalistes à la vérité et au mensonge est heuristique. Elle lui permet de déconstruire la trajectoire linéaire qui situe l'autoritarisme poutinien dans le prolongement de l'autoritarisme brejnévien. N. Roudakova affirme au contraire que la déformation du rapport à la vérité, observé dans la Russie actuelle, a plus à voir avec les pathologies du capitalisme qu'avec l'héritage soviétique. Cette thèse forte est convaincante, même si l'administration de la preuve est parfois fragile. Les données empiriques, concernant la fin de la période soviétique, sont probablement trop partielles pour fonder une réhabilitation du rapport à la vérité des journalistes à cette période. Pour les années postsoviétiques, l'hétérogénéité des données empiriques nuit parfois à la cohérence méthodologique de l'ensemble. Malgré ses réserves, cet ouvrage contribue utilement à l'enrichissement de la

réflexion sur les transformations de l'espace public informationnel dans la Russie contemporaine.

Françoise Daucé -
HESS, CERCEC

Ruppen Coutaz (Raphaëlle) - *La voix de la Suisse à l'étranger. Radios et relations culturelles internationales*. - Neuchâtel, Éditions Alphil/Presses Universitaires suisses, 2016 (Politique et échange culturel). 520 p. Illustrations. Figures. Annexes. Bibliogr. Index.

Depuis le début des années 2000, la recherche sur le média radiophonique a connu un nouvel essor. Les travaux présentant une dimension historique et politique ne manquent pas, même si tous les objets qui mériteraient d'être étudiés ne l'ont pas encore été. Sur la thématique des radios internationales, dont il est ici question, citons l'ouvrage de Bernard Wuilleme, *Les radios internationales* (Ellipses, 2007), ou encore la thèse d'Ariane Démonget, « Les stations de radiodiffusion internationale et la question européenne : analyse autour du BBC World Service, de la Deutsche Welle Radio, et de RFI », soutenue à l'Université Bordeaux-Montaigne en 2010. L'ouvrage de Raphaëlle Ruppen Coutaz, maître assistante à l'Université de Lausanne, adaptation de sa thèse de doctorat, est une contribution majeure à l'écriture de cette histoire des radios internationales. Peu connu, y compris en Suisse même, d'après le constat de l'auteure, le Service suisse d'ondes courtes, qui deviendra la Radio Suisse internationale, puis Swissinfo, a pourtant joué un rôle important dans la politique de rayonnement culturel de la Suisse à l'étranger. C'est bien sûr d'une autre époque que la nôtre dont il est question dans cet ouvrage, d'une époque où les nouvelles technologies telles qu'Internet ne permettaient pas de transmettre aussi aisément des informations d'un pays à l'autre, à condition que cela soit autorisé par les régimes politiques des États. Qu'on ne se trompe pas d'ailleurs sur la signification du terme « ondes courtes » : ces dernières, davantage que les autres, permettent de diffuser des programmes dans des pays situés très loin du pays où elles sont émises.

L'auteure y décrit de manière précise comment ce service s'est constitué, et notamment l'influence de la Nouvelle société helvétique (NSH), qui crée un Service des Suisses à l'étranger

(SSE) en 1919. Il importe alors, pour les expatriés, de rester fidèles à leur pays d'origine, et de ne pas être contaminés par les pensées de l'étranger. Pendant ce temps, la radio commence à diffuser des émissions. La volonté de créer des programmes pour les Suisses de l'étranger peut tout d'abord étonner, puisque la Suisse n'a pas d'empire colonial. Néanmoins, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, près de 400 000 Suisses vivent à l'étranger, soit un Suisse sur dix. Ceux qui composent « la Cinquième Suisse », terme choisi pour définir ce territoire imaginaire, sont majoritairement présents dans les pays limitrophes (Allemagne, France, Italie), mais aussi en Amérique du Nord et du Sud depuis le 19^e siècle. La société suisse de radiodiffusion est créée en 1931, et rassemble sept sociétés régionales pour tenir compte des spécificités linguistiques de la Suisse. Contrairement à de nombreuses radios publiques, celle-ci est une institution de droit privé, qui assure un mandat de service public. Elle dispose pour cela d'un monopole, et elle est financée par la redevance. C'est dans ce contexte que vont se développer ces programmes internationaux.

L'ouvrage s'attache à étudier trois périodes distinctes : entre 1932 et 1938 naissent les premières émissions destinées aux Suisses de l'étranger, notamment sur les ondes moyennes. Dans un contexte de difficultés économiques, les émissions ont pour mission d'accompagner la diaspora, de contribuer au rayonnement culturel et de favoriser les échanges économiques. Pendant la deuxième période (1938-1943), on assiste à la véritable naissance d'un service d'émissions destinées aux Suisses de l'étranger, sous la direction de la radio suisse, et qui diffuse sur ondes courtes. Est au centre de cette période la volonté de promouvoir la Suisse à l'étranger. Enfin, la troisième période étudiée (1943-1949) correspond à la volonté de la Suisse de se repositionner sur la scène internationale, après un conflit mondial où ses positions de neutralité n'ont pas toujours été bien comprises.

Au-delà de l'histoire institutionnelle qui permet au lecteur de bien appréhender comment s'est organisée cette radio destinée aux Suisses de l'étranger, l'auteur choisit aussi de s'intéresser aux grilles des programmes, ce qui permet de mieux appréhender encore comment les visées des responsables se sont traduites sur les ondes. Des notions telles que « identité nationale », « propagande » ou « contre-propagande », « diplomatie culturelle », permettent ainsi de bien mettre en

perspective l'idéologie sous-jacente des programmes proposés aux auditeurs. De nombreuses annexes achèvent de compléter cette étude très rigoureuse sur un pan de l'histoire radiophonique désormais bien documentée.

Christophe Deleu -

Université de Strasbourg, Sage, Grer

Sandvik (Kristin Bergtora), Jumbert (Maria Gabrielsen), dir. - *The Good Drone*. - Londres, Routledge, 2017. IX + 201 p.

L'utilisation croissante des drones par les militaires pour le renseignement, la surveillance et la reconnaissance a inspiré une littérature imposante sur les enjeux politiques, éthiques et légaux. Toutefois, l'impact de l'essor des drones utilisés à d'autres fins humanitaires, professionnelles et commerciales reste encore sous-étudié. Pour combler cette lacune, Kristin B. Sandvik et Maria G. Jumbert proposent un ouvrage collectif novateur qui regroupe une série d'analyses, mobilisant différentes approches et perspectives sur l'emploi des drones et leurs implications dans les missions de maintien de la paix (« *peacekeeping drone* »), les interventions humanitaires, de recherche et de sauvetage (« *surveillance drone* »), de contrôle des frontières (« *border drone* »), l'agriculture (« *agricultural drone* »), la protection de la faune et de la flore (« *conservation drone* ») ou encore les opérations de sauvetage (« *sensing drone* »). Considérant que la technologie n'est ni neutre ni sans effet, les auteurs, d'une part, s'intéressent à la construction d'un nouveau discours sur les drones qui se veut positif avec l'accent mis sur leurs multiples fonctions et atouts. D'autre part, ils analysent la façon dont cette rhétorique du « bon drone » structure les enjeux éthiques, politiques, légaux et même la société en général.

Les premiers chapitres soulèvent les enjeux liés à l'utilisation des drones dans la lutte contre le terrorisme, les missions de maintien de la paix et d'aide humanitaire. Susanne Krasmann (chap. 1) souligne les incongruités du « discours humanitaire » sur les « drones tueurs », utilisés dans les attaques ciblées. Insistant sur leur capacité de précision, cette rhétorique légitime les actions conduites dans la lutte contre le terrorisme au nom de l'efficacité et d'un recours raisonnable à la force dans le respect du droit international. Selon l'auteure, le drone devient ainsi l'outil symbolique

d'une nouvelle « gouvernance à distance ». John Karlsrud et Frederik Rosén (chap. 2) évaluent la nature et la portée, les avantages et les risques de l'usage des drones dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU. Ils soulignent comment l'inclusion des drones de surveillance dans certaines missions onusiennes a été accompagnée de mandats plus robustes du Conseil de sécurité, permettant un usage accru de la force, mais sans pour autant garantir une meilleure protection pour les civils. Kristoffer Lidén et Kristin B. Sandvik (chap. 3) s'intéressent également à l'impact sur la protection des civils du recours aux drones dans les missions de combat, de maintien de la paix et d'aide humanitaire. Ils concluent que les atouts techniques des drones contribuent à de nouvelles pratiques dans la conduite des missions qui risquent de porter atteinte à la protection des civils.

Ensuite, l'ouvrage propose des analyses sur les drones civils utilisés dans différentes circonstances. Dans le contexte de la création de frontières intelligentes, voire technologiques, pour garantir une meilleure surveillance, Maria G. Jumbert (chap. 4) évalue le discours du bon drone au sein de l'Union européenne (UE) et son impact sur la façon de concevoir les frontières. Elle conclut qu'avec la sécurisation des frontières de l'UE pour lutter contre l'immigration illégale les drones, en fournissant des informations en temps réel, offrent davantage aux autorités frontalières un « sentiment de contrôle » de la frontière qu'un véritable contrôle en l'absence de capacité de trier les migrants, d'intercepter ou de secourir. Kristin B. Sandvik (chap. 5) s'intéresse, quant à elle, à la relation entre la prolifération des drones et l'ordre ou le désordre public. D'une part, elle souligne les efforts de l'industrie, à la recherche de nouveaux marchés, en faveur du processus d'intégration des drones civils dans l'espace aérien aux États-Unis et en Europe, et les débats politiques ainsi que légaux pour légitimer leur usage et faciliter leur acceptation par le public. D'autre part, l'auteur prétend que pour contrer la résistance du public face à l'essor des drones récréatifs et des risques liés à leur mauvais usage, voire à un usage malveillant, les drones sont présentés comme un outil permettant aussi d'assurer l'ordre public, ce qui conduit notamment à la normalisation de l'utilisation des drones par la police.

Par la suite, les auteurs explorent des domaines sectoriels. Brad Bolman (chap. 6) s'intéresse à un segment de l'industrie des drones en plein développement, celui des drones utilisés pour l'agriculture. Il analyse le phénomène

porteur d'une révolution dans le secteur grâce aux atouts du drone, notamment la précision des informations recueillies qui permet d'accroître la productivité et les revenus. Il prétend que ce potentiel présente toutefois des effets pervers comme le risque d'accumulation inégale du capital et la dépossession des terres, en plus de favoriser un certain type d'agriculteur – entrepreneur – et d'agriculture – globale. Serge Wich, Lorna Scott et Lian P. Koh (chap. 7) étudient, pour leur part, l'usage des drones comme nouvel outil dans la préservation de la biodiversité avec l'observation de la faune et de la flore, voire sa protection dans le cas d'actions illégales contre des espèces protégées. Les auteurs soulignent les nombreux avantages, mais aussi les risques associés à l'utilisation des drones et les enjeux éthiques qu'ils soulèvent en matière de protection des données et de la vie privée des communautés locales.

Dans le dernier chapitre, Mareile Kaufmann offre un regard critique sur le drone utilisé dans les interventions d'urgence humanitaires et civiles. Grâce aux avancées technologiques, les drones peuvent être équipés de capteurs permettant de voir (photographie, film), d'identifier les sons, de mesurer la température et de détecter les odeurs. Les drones non seulement sont en mesure de collecter les données, mais ils peuvent aussi les interpréter. L'auteure s'interroge ainsi sur la portée des capacités « hyper-physiques » d'un drone devenu un « quasi organisme », sur la définition, la gestion et les pratiques des situations d'urgence, et au-delà sur la relation entre l'humain et son environnement.

En somme, cet ouvrage, dirigé par K. B. Sandvik et M. G. Jumbert, élargit et enrichit sans conteste la réflexion sur les drones tant sur le plan théorique que pratique. Il propose ainsi un nouvel agenda de recherche dans un champ d'étude encore en friche.

Chantal Lavallée -

Institute for European Studies, Vrije Universiteit Brussel (VUB)

Schwindt-Bayer (Leslie A.), Tavits (Margit) - *Clarity of Responsibility. Accountability and Corruption.*

New York, Cambridge University Press, 2016. XVIII-200 p.

Figures. Annexes. Bibliogr. Index.

La corruption éveille la curiosité des chercheurs en sciences sociales depuis plus de trente ans, avec des questionnements

tournant tant autour de sa conceptualisation que de ses causes explicatives et des moyens d'y remédier. C'est dans cette dernière catégorie que s'inscrit l'ouvrage de Leslie A. Schwindt-Bayer et de Margit Tavits. Appuyant leur analyse sur les effets politiques de la corruption, les sanctions électorales en particulier (*electoral accountability*), les auteures étudient les raisons qui poussent les électeurs à sanctionner leurs représentants et les élites politiques à se saisir du sujet. Présentant les défauts des approches politiques, économiques, sociales et culturelles de la corruption, elles se réclament d'une approche institutionnaliste, plaçant la focale sur les incitations créées par les institutions politiques et les mécanismes partisans.

L. Schwindt-Bayer et M. Tavits proposent une théorie de la clarté de la responsabilité (*clarity of responsibility*) pour expliquer les variations de perception de la corruption et les effets de cette dernière sur le vote et sur la politisation du problème. Le concept de clarté de la responsabilité a été développé par G. Bingham Powell et Guy D. Whitten en 1993 pour expliquer pourquoi les performances économiques nationales avaient un effet différent sur le vote d'un pays à l'autre. Leur théorie de la clarté de la responsabilité s'intéresse aux dispositifs institutionnels qui permettent aux candidats et aux partis sortants de diluer leur responsabilité : un gouvernement minoritaire, une faible cohésion partisane, des commissions ouvertes et une opposition bicamérale. L. Schwindt-Bayer et M. Tavits appliquent cette recette à la question de la corruption, en définissant la clarté de la responsabilité principalement par l'existence d'un gouvernement majoritaire et d'un nombre réduit de partis constituant une opposition forte.

L'ouvrage est construit autour de quatre hypothèses principales. 1) Si la clarté de la responsabilité est élevée, le niveau de corruption sera plus faible. Le facteur explicatif de ce mécanisme causal est le comportement électoral. 2) Dès lors, la corruption affecte davantage le choix des électeurs si la clarté de la responsabilité est élevée. Un autre facteur explicatif est le comportement des élites politiques vis-à-vis de la corruption. 3) Ainsi, les gouvernants sont plus incités à mettre en place des politiques anticorruption si la clarté de la responsabilité est élevée. 4) En outre, les candidats sortants auront plus tendance à éviter le sujet dans les campagnes électorales alors que les partis d'opposition politiseront plus volontiers le problème. L. Schwindt-Bayer et M. Tavits testent

leurs hypothèses en utilisant l'analyse statistique, avec notamment des techniques de modélisation multiniveau et des méthodes expérimentales, et parviennent, opportunément, à toutes les valider.

Les auteures proposent ici une approche novatrice et stimulante de l'étude de la corruption et de ses remèdes. La qualité première de cet ouvrage est sans doute sa sophistication méthodologique et la richesse des données utilisées. Les auteures utilisent en effet trois bases de données sur la corruption – l'Indice de perceptions de la corruption (CPI) de Transparency International, les Indicateurs de la gouvernance (WGI) de la Banque mondiale et l'indice du Guide international des risques pays (ICRG) – qui leur permettent de couvrir deux décennies (1990-2010) et soixante-seize pays. Les comportements électoraux sont mesurés par la vague CSES 2001-2006 et le ISSP de 2006. Les auteures utilisent également la base de données du Global Integrity Report et celle élaborée par Steves et Rouso pour étudier les réformes anticorruption, ainsi que le Comparative Manifesto Project (CMP) pour mesurer la part des programmes électoraux dédiée à la corruption.

Néanmoins, comme l'affirmait Giovanni Sartori, la sophistication technique n'est pas un remède au manque de précision conceptuelle. Ainsi, la faiblesse principale de cet ouvrage est à chercher, paradoxalement, dans le manque de clarté concernant l'usage du concept de corruption. Une interrogation demeure à la lecture de l'ouvrage. Les auteures construisent leur théorie sur la sanction électorale de la corruption, mais les gouvernants sont-ils sanctionnés pour leur implication dans des affaires de corruption ou pour leur inaction face au problème ? La responsabilité dont parlent les auteures est-elle causale ou politique ? Cela nous amène à nous interroger sur la pertinence des indicateurs de corruption, maintes fois critiqués. Les indicateurs utilisés sont des indices mesurant la perception d'experts (analystes ou professionnels du secteur marchand), et non de citoyens, comme le laisserait penser la théorie avancée par L. Schwindt-Bayer et M. Tavits. De plus, la nature composite du CPI et du WGI crée une ambiguïté quant au phénomène qui est véritablement mesuré, du fait de la diversité des questions posées par les enquêtes agrégées.

Les auteures partent du présupposé que tous les citoyens, si la possibilité leur en est donnée, sanctionnent la corruption des élites. Une

référence à la littérature faisant le constat inverse en soulignant une certaine tolérance à la corruption – on peut penser notamment aux travaux de Pierre Lascoumes ou de Michael Johnston – aurait renforcé l’argumentaire des auteures. Il est également surprenant qu’elles ne mobilisent pas les nombreux travaux sur la mise à l’agenda de problèmes publics pour situer leur théorisation de

l’attention portée par les élites à la question de la corruption. Malgré ces quelques critiques, on peut recommander la lecture de cet ouvrage offrant une perspective nouvelle sur les réactions des citoyens et des élites face à ce problème.

Sofia Wickberg –
Sciences Po Paris, CEE